


Nouvelle-Zélande 1999

Septième réunion des dirigeants économiques de l'Asie-Pacifique

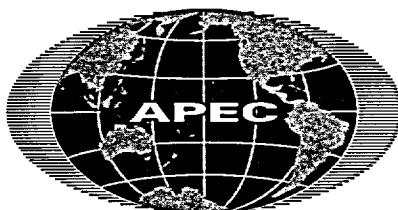
**Auckland (Nouvelle-Zélande)
les 12–13 septembre 1999**

Cahier d'information

Canada

LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E

3 5036 20097155 7

DOCS
CA1 EA 99S21 EXF
APEC Economic Leaders Meeting (7th
: 1999 : Auckland, New Zealand)
Seventh Asia-Pacific Economic
Leaders' Meeting, Auckland, New
Zealand, September 12-13, 1999 :
background information. --



Nouvelle-Zélande 1999

Septième réunion des dirigeants économiques de l'Asie-Pacifique

**Auckland (Nouvelle-Zélande)
les 12-13 septembre 1999**

Cahier d'information

Canada



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Renseignements généraux

Thèmes de la septième réunion des dirigeants économiques de l'APEC	3
Aperçu de l'APEC	8
Déclaration des dirigeants, 1998	11

Fiches documentaires

Australie	29
Brunéi	30
Canada	31
Chili	32
Chine	33
République de Corée	34
États-Unis	35
Hong Kong (Chine)	36
Indonésie	37
Japon	38
Malaisie	39
Mexique	40
Nouvelle-Zélande	41
Papouasie-Nouvelle-Guinée	42
Pérou	43
Philippines	44
Russie	45
Singapour	46
Taipei chinois	47
Thaïlande	48
Vietnam	49

Notices biographiques

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien	53
Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy	54
Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan	55

Renseignements généraux

Thèmes de la septième réunion des dirigeants économiques de l'APEC

Les 12 et 13 septembre, les dirigeants de 21 économies de la région du Pacifique se retrouveront à Auckland, en Nouvelle-Zélande, pour participer à la septième réunion des dirigeants économiques du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). La stabilité et la croissance de la région de l'Asie-Pacifique sont des éléments essentiels pour l'économie mondiale et le Canada. Encouragés par les signes d'une reprise de la croissance dans la région après la période d'instabilité financière de 1997-1998, les dirigeants se réuniront afin de discuter des défis économiques que doit relever la région et d'orienter la vaste gamme d'activités menées par l'APEC pour favoriser la libéralisation du commerce et de l'investissement ainsi qu'une croissance et une prospérité durables.

L'APEC offre à ses membres un forum fort utile pour gérer les multiples défis associés à la mondialisation. Cette année, les dirigeants se concentreront sur trois thèmes : accroître les occasions d'affaires, renforcer les marchés et élargir l'appui accordé à l'APEC.

Avant la réunion des dirigeants, les ministres des affaires étrangères de l'APEC se réuniront les 9 et 10 septembre, aussi à Auckland.

Accroître les occasions d'affaires

Les membres de l'APEC se sont tous engagés à réduire les obstacles au commerce et à l'investissement, à maintenir un climat d'affaires stable et prévisible et à créer des occasions de réseautage et de partenariat. Leurs initiatives de libéralisation et de facilitation du commerce et de l'investissement sont conçues de manière à concrétiser l'objectif fixé en 1994 par les dirigeants à Bogor (Indonésie) : la libéralisation et l'ouverture du commerce et de l'investissement dans la région de l'APEC, d'ici 2010 pour les économies industrialisées et d'ici 2020 pour les économies en développement.

L'APEC et l'Organisation mondiale du commerce

Depuis sa création, l'APEC a toujours joué un rôle important sur le plan du soutien et du renforcement d'un système commercial multilatéral ouvert. En 1998, à Kuala Lumpur (Malaisie), les dirigeants ont demandé que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aille de l'avant le plus rapidement possible avec de larges négociations multilatérales. Lors de leur réunion à Auckland en juin 1999, les ministres de l'APEC ont réaffirmé leur soutien en faveur de l'intégration

des négociations concernant les droits sur les produits industriels à la nouvelle série de négociations commerciales internationales lors de la troisième réunion ministérielle de l'OMC, qui aura lieu à Seattle en automne 1999.

Les ministres ont aussi réaffirmé leur engagement à rendre universelle l'adhésion à l'OMC en accélérant les négociations d'adhésion, selon les règles de l'OMC et à la condition que les nouveaux membres ouvrent leurs marchés respectifs aux autres économies de façon commercialement viable.

Plans d'action individuels

Les initiatives prises individuellement par les membres de l'APEC sont le principal moyen de réaliser l'objectif d'un régime de commerce et d'investissement libre et ouvert d'ici 2010 pour les économies développées et d'ici 2020 pour les économies en développement. Conformément au Programme d'action d'Osaka adopté en 1995, chaque membre de l'APEC se dote d'un plan d'action individuel, mis à jour de façon régulière et soumis à des examens périodiques, dans lequel il décrit les mesures prises dans 15 secteurs particuliers. On peut consulter ces plans sur le site Internet du Secrétariat de l'APEC (www.apecsec.org.sg).

Parmi les principales améliorations apportées au plan d'action individuel du Canada en 1999, mentionnons la réduction, de 1,1 p. 100 en 1997 à 0,9 p. 100 en 1998, des taux de droits moyens sur les importations totales; la libéralisation accrue du secteur pharmaceutique et l'élimination des droits sur quelque 640 articles à compter du 1^{er} juillet 1999; l'élimination progressive de presque tous les taux de droits inférieurs à 2 p. 100; des mesures législatives qui permettent aux banques étrangères d'établir au Canada des succursales spécialisées et à vocation commerciale à compter du 28 juin 1999.

Plans d'action collectifs

Les plans d'action collectifs de l'APEC visent à améliorer les flux du commerce et de l'investissement en réduisant les coûts de transaction pour les entreprises. Les mesures choisies sont notamment la reconnaissance mutuelle des normes, de meilleures procédures douanières et une mobilité plus grande pour les gens d'affaires. Par exemple, les membres de l'APEC ont plusieurs ententes de reconnaissance mutuelle en matière de normes et d'évaluation de la conformité. Grâce à ces ententes, les importateurs et les organismes de réglementation ne doivent plus soumettre leurs produits à de nouveaux essais et à de nouvelles procédures d'homologation avant de pouvoir les exporter. En vertu de ces plans d'action collectifs, les membres de l'APEC s'engagent aussi à rechercher une plus

grande transparence, à recueillir et à partager plus d'information, ainsi qu'à promouvoir le développement de politiques, le dialogue, la coopération technique et une plus grande capacité de gestion dans plusieurs domaines.

Renforcer les marchés

Politique de concurrence et réforme de la réglementation

La Nouvelle-Zélande, qui préside l'APEC en 1999, a reconnu l'importance pour tous les membres de l'APEC d'ouvrir leurs marchés, de les rendre transparents et de bien les gérer, afin d'assurer la stabilité économique et la croissance de la région. Dans le sillage de la crise financière en Asie, les membres de l'APEC ont pris des mesures pour consolider la gestion économique, financière et publique. De manière à assurer et à maintenir la croissance dans la région, l'APEC s'emploie à élaborer une série de principes touchant la concurrence et la réforme de la réglementation pour soutenir le renforcement des marchés.

Coopération économique et technique

L'accroissement de la coopération économique et technique entre les membres, une des raisons pour lesquelles l'APEC a été créé en 1989, est aujourd'hui une composante essentielle du renforcement des capacités nécessaire pour relever les défis du développement durable et de la croissance économique. Conformément au Programme d'action d'Osaka adopté en 1995, un plan d'action a été élaboré pour structurer la coopération économique et technique au moyen de programmes dans des secteurs tels que l'énergie, le tourisme, les pêches, les transports et les télécommunications.

En 1996, les ministres ont approuvé six domaines prioritaires de coopération économique et technique : le développement des ressources humaines; le développement de marchés de capitaux sûrs et efficaces; le renforcement de l'infrastructure économique; l'utilisation efficace des technologies; le maintien de la qualité de vie grâce à une croissance respectueuse de l'environnement; et le soutien aux petites et moyennes entreprises. À Kuala Lumpur en 1998, les dirigeants ont centré leur attention sur le développement des ressources humaines et l'utilisation efficace des technologies. Ils ont également demandé à leurs ministres d'élaborer un cadre d'intégration des femmes à l'APEC. À l'heure actuelle, les membres de l'APEC collaborent à la réalisation de quelque 300 projets dans les 6 domaines prioritaires, y compris des initiatives destinées à atténuer les répercussions sociales de la crise financière.

Commerce électronique

L'APEC travaille à mettre en place un cadre juridique et réglementaire plus prévisible et cohérent qui permettra à tous les membres de bénéficier des avantages liés au commerce électronique. Les travaux du forum visent à déterminer les besoins des petites et moyennes entreprises, à réduire les obstacles à l'introduction du commerce électronique dans la région, à promouvoir le commerce électronique dans le secteur public pour instaurer des systèmes sans papier, à évaluer les répercussions du passage à l'an 2000, ainsi qu'à explorer des possibilités et à saisir des occasions de coopération technique et de renforcement des capacités.

Passage à l'an 2000

Lors de la réunion des dirigeants à Kuala Lumpur en 1998, on a reconnu les risques que pose le passage à l'an 2000. Un symposium, coparrainé par le Canada, le Japon et Singapour, a été convoqué en avril 1999 à Singapour pour examiner les répercussions de ce problème sur le commerce transfrontières. Les participants ont examiné les mesures prises par les membres de l'APEC en vue de préparer le passage à l'an 2000, discuté de l'aspect commercial de la question et fait état des meilleures pratiques. De plus, deux initiatives sont issues de cette rencontre : la création, au sein de l'APEC, de réseaux de spécialistes du passage à l'an 2000 pour les secteurs clés de l'économie, et la préparation d'une nouvelle section sur le passage à l'an 2000 sur le site Internet de l'APEC. Créée par le Canada, cette section sera un outil de choix pour les membres voulant de l'information détaillée et à jour sur la question, ainsi que des conseils et de l'aide.

Lors de leur réunion à Auckland, les ministres de l'APEC reverront les mesures préparatives et la planification d'urgence à cet égard.

Élargir l'appui accordé à l'APEC

Pour relever les défis posés par la mondialisation, profiter des débouchés qui s'ouvrent et progresser dans la mise en place d'un régime de commerce et d'investissement libre et ouvert, l'APEC doit pouvoir compter sur un large appui public. Le Canada maintient que la meilleure façon d'y arriver consiste à intégrer divers organismes et experts aux travaux de l'APEC. À cette fin, Canada a entrepris des consultations sur l'APEC et les grands enjeux de politique commerciale avec de nombreux organismes et intervenants de l'industrie.

L'intégration des femmes au processus de l'APEC

À Vancouver en 1997, les dirigeants de l'APEC ont mis en évidence le rôle important des femmes dans le développement économique et demandé que des mesures soient prises pour intégrer plus efficacement les femmes aux principales activités de l'APEC. Un cadre d'intégration des femmes dans l'APEC devrait être approuvé par les ministres et les dirigeants de l'APEC à Auckland. Cette initiative, dans laquelle le Canada a joué un rôle de premier plan, a bénéficié du soutien et de la participation du Réseau des femmes dirigeantes de l'APEC, qui se réunit chaque année depuis 1996.

Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC

Le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC rassemble chaque année trois chefs d'entreprise de chacune des économies de l'APEC pour formuler des recommandations. À Auckland, les membres du Conseil rencontreront les dirigeants de l'APEC dans le cadre de leur dialogue annuel. Cette année, le Conseil concentrera son attention sur plusieurs éléments, y compris les plans d'action individuels, la réaction de l'APEC à la crise financière, le commerce électronique et le système alimentaire de l'APEC. Celui-ci se veut une proposition globale visant à bâtir l'infrastructure rurale, à favoriser l'échange des technologies liées à l'alimentation, à accroître la sécurité alimentaire et à libéraliser le commerce et l'investissement dans le secteur agricole.

Aperçu de l'APEC

Le forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a été fondé en 1989 en raison de l'interdépendance croissante des économies de la région. Conçu au départ comme groupe de discussion informel avec 12 membres, l'APEC est devenu dans la région de l'Asie-Pacifique le principal forum où l'on peut promouvoir la libéralisation du commerce et de l'investissement et collaborer à la croissance et au développement économiques de cette région.

L'APEC regroupe maintenant toutes les grandes économies de l'Asie-Pacifique. En 1997, ses membres généraient 58 p. 100 du produit intérieur brut mondial et 46 p. 100 du commerce international.

Les membres de l'APEC, au nombre de 21, sont l'Australie, Brunéi, le Canada, le Chili, la Chine, la République de Corée, les États-Unis, Hong Kong (Chine), l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, les Philippines, la Russie, Singapour, le Taipei chinois, la Thaïlande et le Vietnam.

Les réunions annuelles des ministres et des dirigeants leur permettent de se concentrer sur un dialogue axé sur les résultats et portant sur la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement, ainsi que sur la coopération technique.

Lors de leur première réunion, tenue à Blake Island (près de Seattle) en 1993, les dirigeants de l'APEC ont adopté un énoncé de cadre économique visant à atteindre la stabilité, la sécurité et la prospérité dans la région de l'Asie-Pacifique.

En 1994, à l'issue de leur deuxième réunion qui a eu lieu à Bogor, en Indonésie, les dirigeants de l'APEC ont signé la Déclaration de Bogor. Ils y demandaient que les échanges commerciaux et les investissements deviennent libres et ouverts dans la région de l'Asie-Pacifique, d'ici 2010 pour les économies développées et d'ici 2020 pour les économies en développement, grâce à des mesures de libéralisation et de facilitation ainsi qu'à la coopération économique et technique.

À leur troisième réunion, qui s'est tenue à Osaka (Japon) en 1995, les dirigeants ont adopté le Programme d'action d'Osaka, plan de mise en œuvre de la Déclaration de Bogor. Grâce au Programme d'action, les membres de l'APEC ont décidé dans quels domaines ils réduiraient individuellement et collectivement les obstacles au commerce et à l'investissement. En conséquence, chacun a élaboré un plan d'action individuel esquissant ses engagements.

En 1996, lors de leur quatrième réunion, qui a eu lieu à Manille (Philippines), les dirigeants de l'APEC ont approuvé le Plan d'action de Manille, qui comprenait les plans d'action individuels de tous les membres. Ces plans déterminaient les

mesures prises par chacun dans 15 secteurs précis, comme les droits de douane, les mesures non tarifaires, les services, les marchés publics, les normes d'investissement et les droits de propriété intellectuelle.

Les dirigeants ont en outre convenu à Manille des dispositions du Cadre ministériel pour le renforcement de la coopération économique et du développement. Celles-ci sont axées sur six priorités qui étayent le programme de l'APEC au chapitre de la coopération économique et technique : développer le capital humain grâce à la formation, à l'éducation et à l'acquisition de compétences; développer des marchés de capitaux sûrs et efficaces; renforcer l'infrastructure économique; utiliser efficacement les technologies de l'avenir; favoriser une croissance respectueuse de l'environnement; et favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises. Les dirigeants ont aussi demandé que les activités de l'APEC mettent davantage l'accent sur les liens interpersonnels, notamment entre les femmes, les universitaires, les petites entreprises et les jeunes.

La cinquième réunion des dirigeants économiques s'est tenue à Vancouver en 1997. Les dirigeants ont lancé un appel en faveur d'une vision pour le XXI^e siècle qui relierait les membres de l'APEC dans un certain nombre de domaines, entre autres ceux des infrastructures, du commerce électronique, des sciences et de la technologie, du développement durable, du changement climatique et de la protection civile. Cette vision relierait aussi les populations de l'Asie-Pacifique en ouvrant le dialogue de l'APEC à tous les secteurs de la société. Les dirigeants ont aussi entériné le Plan de Vancouver pour un meilleur partenariat des secteurs public et privé dans le développement des infrastructures.

Les dirigeants de l'APEC ont également convenu à Vancouver d'accélérer le processus de libéralisation dans 15 secteurs, soit l'énergie, les biens et services environnementaux, le poisson et les produits du poisson, les produits forestiers, les appareils et les instruments médicaux, les jouets, les pierres précieuses et les bijoux, les produits chimiques, les télécommunications, le caoutchouc, les engrais, l'industrie automobile, les aliments, les oléagineux et l'aviation civile.

À leur sixième réunion, qui s'est tenue à Kuala Lumpur (Malaisie) en 1998, les dirigeants économiques ont réaffirmé leur confiance dans la solidité des fondements économiques de la région et dans les perspectives de relance. Ils ont convenu d'une stratégie coopérative de croissance pour résoudre la crise financière. Ils se sont engagés à consentir des efforts pour renforcer les filets de sécurité sociale, les systèmes financiers, les flux du commerce et de l'investissement, la base scientifique et technologique, le développement des ressources humaines, les infrastructures économiques, ainsi que les liens commerciaux.

Structure

La présidence de l'APEC, qui change tous les ans, est assurée à tour de rôle par les membres de l'organisation. Le président est l'hôte de la réunion annuelle des ministres et, depuis 1993, de celle des dirigeants. Les hauts fonctionnaires se rencontrent périodiquement durant l'année pour élaborer des recommandations et assurer le suivi.

L'APEC comprend trois comités principaux : le comité du commerce et de l'investissement, le comité économique et le comité du budget et de la gestion. Un sous-comité de hauts fonctionnaires est responsable de l'application du programme de travail en matière de coopération économique et technique. L'APEC compte aussi neuf groupes de travail sectoriels et plusieurs groupes spéciaux qui s'occupent de questions telles la coopération technique en agriculture, les petites et moyennes entreprises ainsi que l'environnement et le développement durable. Les groupes de travail encouragent la coopération pratique entre les membres pour améliorer la capacité dans les domaines des transports, des pêches, de l'énergie, de la promotion du commerce, des télécommunications et du développement des ressources humaines.

Pour assurer son fonctionnement, l'APEC s'est doté d'un secrétariat permanent, qui a été établi à Singapour en 1993. Constitué d'un groupe de 40 professionnels, le secrétariat assure directement le soutien administratif et la coordination de tous les forums de l'APEC. Il est aussi chargé d'administrer le fonds central de l'APEC, qui appuie les projets approuvés par les ministres et les dirigeants.

En 1995, les dirigeants de l'APEC ont créé le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC, qui sert de mécanisme de consultation directe. Le Canada a trois représentants au sein du Conseil. Celui-ci rencontre tous les ans les dirigeants afin de discuter des recommandations.

Déclaration des dirigeants, 1998

Déclaration des dirigeants économiques de l'APEC :

Renforcer les bases de la croissance

Kuala Lumpur (Malaisie)

Le 18 novembre 1998

1. Nous, dirigeants économiques de l'APEC réunis à Kuala Lumpur le 18 novembre 1998, réaffirmons notre volonté de créer une communauté de l'Asie-Pacifique prospère. Nous atténuerons les disparités économiques entre nos peuples en renforçant les fondations de nos économies pour la croissance, en offrant l'environnement nécessaire au bon flux des échanges commerciaux, de l'investissement et de la technologie, et en faisant en sorte que nos économies soient plus à même de participer à la libéralisation et d'en retirer tous les avantages.
2. Notre réunion de Kuala Lumpur se passe à un moment critique. Nous devons résoudre de toute urgence la crise financière qui s'étend maintenant au-delà de la région de l'APEC. Ses coûts sociaux sont considérables. Ainsi, dans les économies touchées, le chômage augmente et les revenus réels baissent, annulant des décennies de progrès dans la lutte contre la pauvreté et dans l'amélioration des conditions d'accès à l'éducation ainsi qu'à des services de santé et à une infrastructure de base. Nous sommes déterminés à travailler ensemble au redressement rapide et continu dans la région, afin de contenir les risques de contagion et d'empêcher une éventuelle récession mondiale.
3. Nous réaffirmons notre confiance dans la solidité des facteurs économiques fondamentaux et dans les perspectives de relance des économies de l'Asie et du Pacifique. Nous pensons qu'en mettant l'accent sur des politiques macroéconomiques prudentes et axées sur la croissance, sur des institutions et des marchés financiers renforcés, sur la libéralisation du commerce et de l'investissement, et sur le renforcement des capacités, nous posons les pierres angulaires d'une croissance renouvelée et durable. Plus particulièrement, nous pensons qu'il est tout à fait pertinent d'insister sur le « renforcement des capacités » dans toute la gamme des activités de l'APEC cette année pour relever les défis auxquels la région fait face actuellement. L'insistance que met l'APEC sur le développement des ressources humaines, y compris sur l'acquisition de compétences, la modernisation de la technologie, l'amélioration des infrastructures et l'information générale des petites et moyennes entreprises vise à renforcer notre capacité de récupération et notre aptitude à surmonter ces défis et à rétablir la stabilité et la confiance dans la région.

APEC – Les principaux défis

Défis posés par la crise financière

4. Depuis notre réunion de Vancouver en novembre dernier, les perspectives économiques mondiales se sont considérablement assombries. La crise financière régionale a eu des répercussions économiques et sociales plus graves qu'on ne le pensait au départ et des problèmes similaires sont apparus dans d'autres régions du monde.

Cependant, ces derniers mois, il y a eu plusieurs développements encourageants dans nos économies et dans le système financier international. Les progrès accomplis par l'Indonésie, la Corée, les Philippines et la Thaïlande dans la mise en œuvre de programmes de réforme courageux, appuyés par une coopération et un soutien financiers sans précédent de la part de la communauté internationale, ont ramené une certaine stabilité financière et, donc, jeté les bases d'une relance dans les économies de l'APEC touchées par la crise. Dans ces économies,

- les taux de change sont restés assez stables et ils se raffermissent dans nombre de ces économies depuis plusieurs mois. Cela a permis de réduire sensiblement les taux d'intérêt nominaux pour les ramener à des niveaux qui, dans certains cas, sont inférieurs à ceux d'avant la crise;
- les politiques budgétaires ont été revues avec l'appui des institutions financières internationales afin de permettre une augmentation des dépenses pour soutenir la demande et l'emploi;
- l'accélération initiale de l'inflation qui accompagnait la dévaluation a été contenue à des niveaux modérés dans la plupart des économies asiatiques naissantes et, aujourd'hui, le taux d'inflation baisse dans toute la région;
- le fardeau de la dette extérieure à court terme a été réduit et les réserves commencent à se reconstituer dans bon nombre d'économies;
- les balances des paiements courants sont maintenant excédentaires, encore que la plupart des rajustements proviennent d'une réduction des importations;
- la baisse de la production a été plus forte que beaucoup ne l'avaient prévu, mais elle ralentit maintenant;

- plusieurs autres économies, dont l'Indonésie, la Corée et la Thaïlande, ont consenti des efforts impressionnants pour renforcer et restructurer leurs secteurs des entreprises et leurs secteurs financiers respectifs.
5. En Chine, les taux d'intérêt ont été assouplis et un programme budgétaire expansionniste est mis en œuvre pour stimuler davantage la croissance économique. Le maintien du taux de change du renminbi fournit un point d'ancrage important pour asseoir la stabilité financière de la région.
6. Au cours des dernières semaines, ces développements ont été renforcés par :
- la baisse des taux d'intérêt à court terme dans plusieurs économies industrialisées;
 - le fait que le Japon consacre des ressources publiques importantes au renforcement de son système financier. Les autorités ont expliqué clairement qu'à leurs yeux, l'action rapide, efficace et essentielle dans le secteur bancaire, y compris la recapitalisation des banques, dans des conditions appropriées, sera menée comme une question urgente. Cette action, ainsi que la relance soutenue de la demande intérieure, est essentielle au rétablissement de la confiance du marché et à la reprise de la croissance, non seulement au Japon, mais dans toute l'Asie;
 - les progrès réalisés en vue de doter le Fonds monétaire international (FMI) de plus de moyens;
 - la décision du G-7 de soutenir la création d'un nouveau mécanisme du FMI destiné à empêcher la contagion en fournissant, à titre de précaution, une ligne de crédit aux économies qui adoptent des politiques saines appuyées par le Fonds.
7. Cependant, il reste des défis de taille à relever et c'est pourquoi **nous sommes déterminés à poursuivre une stratégie de croissance mettant l'accent sur la coopération**, qui présente les dimensions suivantes :
- des politiques macroéconomiques prudentes axées sur la croissance et répondant aux besoins particuliers de chacune de nos économies;
 - une aide financière prolongée de la communauté internationale afin de créer des emplois et de renforcer les filets de sécurité sociale destinés à protéger les pauvres et les populations vulnérables;

- un programme global de soutien aux efforts visant à renforcer les systèmes financiers, à rétablir le financement du commerce extérieur et à accélérer la restructuration du secteur des entreprises;
- de nouvelles approches pour catalyser le retour dans la région de flux de capitaux privés stables et durables;
- un engagement renouvelé à l'égard des objectifs établis à Bogor, qui sont de parvenir à des échanges commerciaux et à des investissements libres et ouverts au sein de l'APEC;
- en ce qui concerne le plus long terme, des travaux urgents entre nous et avec d'autres économies et d'autres institutions afin d'élaborer et d'appliquer des mesures visant à renforcer le système financier international.

Dans ce contexte, nous nous félicitons du programme financier de 30 milliards de dollars américains proposé par le Japon pour soutenir les efforts de reprise économique de l'Asie. Nous nous réjouissons également de l'initiative multilatérale prise pour relancer la croissance du secteur privé que le Japon et les États-Unis ont annoncée cette semaine conjointement avec la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale. Nous sommes convaincus que ces initiatives nous aideront considérablement dans les efforts communs que nous déployons pour favoriser la reprise et la croissance économiques dans la région, et nous nous réjouissons de leur mise en œuvre prochaine.

Politiques macroéconomiques axées sur la croissance

8. Chaque économie de l'APEC a un rôle à jouer pour accélérer la reprise en orientant ses politiques de manière à maintenir une croissance robuste ou à parvenir à une telle croissance, contribuant ainsi à un environnement extérieur favorable tout en gardant les marchés ouverts.
 - Les principales économies industrialisées doivent **créer ou maintenir les conditions nécessaires à une croissance alimentée par une forte demande intérieure.**
 - En ce qui concerne les économies de l'APEC les plus directement touchées par la crise, il est important de poursuivre et d'accélérer les réformes structurelles dans **un cadre de politiques macroéconomiques prudentes axées sur la croissance.**
 - D'autres économies de la région où la croissance est modeste ou se ralentit doivent également poursuivre leurs efforts pour mettre en œuvre des politiques macroéconomiques propres à maintenir une

stabilité financière et des niveaux d'épargne nationale suffisants, tout en s'efforçant d'**engager des réformes du secteur financier qui renforcent la confiance des investisseurs.**

Soutien international pour l'emploi et mesures de protection sociale

9. Nous remarquons que la crise financière a eu des coûts sociaux considérables. En plus de la montée du chômage et de la baisse des revenus réels, la crise financière pourrait entraîner une augmentation de la pauvreté dans la plupart des économies gravement touchées. Nous sommes donc favorables à la plus grande souplesse des programmes du FMI et nous nous félicitons des efforts déployés par la Banque mondiale pour tripler ses prêts au secteur social et par la Banque asiatique de développement pour doubler les siens.

Restructuration des secteurs financiers et des secteurs des entreprises

10. Il est essentiel, pour relancer la croissance économique dans les économies les plus gravement touchées par la crise, de relancer le secteur privé en contribuant à recapitaliser les institutions financières, en aidant les entreprises à faire face à leur lourd endettement, et en rétablissant leur accès au financement commercial et au financement par fonds de roulement.

À cet égard, nous encouragerons la restructuration des secteurs financiers et des secteurs des entreprises par des mécanismes visant :

- **à mobiliser une aide supplémentaire afin de soutenir la mise en œuvre d'une restructuration accélérée des secteurs financiers et des secteurs des entreprises, y compris l'utilisation des garanties de banques multilatérales de développement et d'autres mécanismes novateurs;**
- **à accroître le financement par fonds de roulement et le financement commercial disponibles, y compris des efforts de coopération entre des organismes de crédit et d'assurances tels que des institutions bilatérales et des banques multilatérales de développement;**
- **à appuyer les efforts visant à mobiliser des capitaux propres et des investissements du secteur privé afin d'aider des entreprises et des institutions financières en difficulté dans la région de l'APEC à restructurer leurs finances et leurs opérations;**

- à examiner et, selon la situation particulière, à éliminer les obstacles réglementaires et juridiques qui empêchent les institutions financières privées de participer de manière constructive au rééchelonnement des dettes des emprunteurs du secteur privé, tout en encourageant **les organismes de crédit et d'assurances à jouer davantage un rôle de catalyseur** en appuyant ce rééchelonnement.

Catalyser les flux de capitaux privés

11. Afin que la région puisse totalement se relever de la crise, nous devons pouvoir y attirer des flux de capitaux stables et propres à favoriser la croissance. L'aversion plus marquée pour les risques que manifestent les investisseurs ainsi que de grandes institutions financières privées a entraîné une nette réduction du mouvement de capitaux vers l'Asie de l'Est et vers d'autres économies de marché naissantes, indépendamment de la diversité des perspectives offertes par les économies et de leur potentiel de croissance à long terme. Face à ce défi, nous soutenons **les banques multilatérales de développement dans les efforts qu'elles déploient pour utiliser des instruments financiers novateurs afin d'aider à catalyser et à accroître les flux de capitaux du secteur privé.**

En ce qui concerne le rôle joué par la récente performance des agences d'évaluation du crédit internationales, nous demandons un examen de leurs pratiques afin de promouvoir une plus grande efficacité et de contribuer à des flux de capitaux durables.

Plus particulièrement, nous devons également renforcer l'état de préparation de nos propres systèmes financiers intérieurs face à l'incidence déstabilisante de flux à court terme et veiller à ce que des capitaux à long terme servent à des fins productives.

Renforcer l'architecture financière internationale

12. Notre priorité immédiate doit être d'atténuer les répercussions sociales négatives de la crise et de rétablir la stabilité financière et la croissance économique, mais nous devons aussi **renforcer l'architecture financière internationale** afin de mieux prévenir une instabilité financière future et de résoudre les crises plus efficacement lorsqu'elles surviennent. Nous savons que le moment est venu de procéder à des changements destinés à renforcer le système financier international, afin de tirer totalement parti des mouvements de capitaux internationaux et des marchés mondiaux, tout en minimisant le risque de perturbations destructrices. Nous sommes

d'avis qu'il est important de renforcer les dispositions mondiales pour pouvoir tirer avantage de la mondialisation croissante tout en évitant les difficultés auxquelles nombre de nos membres font face aujourd'hui.

Nous nous félicitons notamment de la création d'un nouveau mécanisme du FMI qui permettra d'accorder par mesure de précaution des lignes de crédit à des économies dotées de politiques rigoureuses appuyées par le Fonds mais menacées de contagion; nous soutenons le FMI dans son initiative.

L'étroite collaboration entre les économies industrialisées et des économies de marché naissantes et leur participation sont essentielles au succès des efforts qui visent à renforcer le système financier international. L'APEC a déjà joué un rôle majeur à cet égard, notamment en encourageant les mesures grâce auxquelles la communauté internationale est mieux armée face aux crises, comme la Facilité de réserve supplémentaire du FMI. Nous nous engageons à poursuivre cette collaboration.

Défis à la libéralisation et à la facilitation des échanges et de l'investissement

13. L'expansion du commerce et de l'investissement restent des éléments essentiels de notre reprise économique et nous rappelons que des marchés ouverts et libres sont nécessaires, tout comme un environnement favorable à l'investissement. Nous considérons qu'il est particulièrement important, dans la situation actuelle, de progresser rapidement dans des négociations multilatérales générales à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de manière à trouver un équilibre global entre les intérêts de tous les membres.

Nous réaffirmons notre volonté de défendre et de renforcer le système commercial multilatéral afin de garantir à tous des règles et des avantages équitables. Nous préconisons vivement que les pays qui le demandent puissent accéder rapidement à l'OMC, conformément aux règles de celle-ci, afin que tous les pays du monde en soient un jour membres.

Défis à la coopération économique et technique

14. Étant donné la diversité de l'APEC et les niveaux de développement différents qui le caractérisent, la mondialisation et la libéralisation doivent être complétées par des initiatives propres à renforcer la confiance et à accroître la capacité de tirer pleinement parti de ces processus afin que soient atténuées les disparités de revenus et de richesses. Non seulement ces initiatives renforceront les capacités systémiques mais en plus, elles soutiendront les efforts de libéralisation et de facilitation déployés par

l'APEC. Le défi consistera à maintenir un équilibre dans les trois piliers de la coopération de l'APEC afin d'assurer une croissance et un développement économiques soutenus. La coopération économique et technique revêt un caractère encore plus urgent au lendemain de la crise financière.

Principales réalisations en 1998

15. À l'APEC, nous mettons toujours l'accent dans notre démarche sur les efforts collectifs et individuels axés sur les objectifs et sur les résultats eux-mêmes. Tandis que nous entamons la troisième année de mise en œuvre depuis Subic et Vancouver, nous prenons note des réalisations importantes enregistrées dans la coopération sollicitée au sein de l'APEC pour atteindre nos objectifs en matière de libéralisation et de facilitation du commerce et de l'investissement, ainsi que des progrès accomplis dans les efforts visant à renforcer la capacité pour ce qui est de la coopération économique et technique.
16. Nous avons réfléchi aux progrès et aux résultats enregistrés tout au long de l'année qui nous ont été rapportés par nos ministres, et nous nous déclarons satisfaits d'avoir accompli les tâches que nous nous étions fixées lors de notre dernière rencontre, à Vancouver. Nous nous félicitons des résultats des diverses réunions ministérielles sectorielles tenues durant l'année et des forums directs de l'APEC organisés pour donner suite aux recommandations.
17. **Nous nous engageons à continuer d'améliorer et d'appliquer nos plans d'action individuels** afin de réaliser l'objectif qu'est l'instauration du libre-échange et du libre investissement dans la région, conformément aux principes énoncés dans le Programme d'action d'Osaka.
18. Nous félicitons nos ministres de leurs efforts destinés à faciliter la circulation des marchandises, des ressources, des capitaux et de la technologie entre nos économies. Nous améliorerons le processus de facilitation afin de promouvoir l'efficacité et la réduction des coûts en renforçant les capacités des membres, y compris en adoptant des politiques qui permettront de tirer parti du potentiel des nouvelles technologies.
19. **Nous nous réjouissons des progrès accomplis dans l'Initiative de libéralisation volontaire et rapide par secteur, qui vise neuf secteurs.** Nous avons demandé aux ministres des économies participantes de mettre en œuvre l'entente conclue en ce qui concerne ces secteurs et de poursuivre leurs travaux sur les six secteurs restants, ce qui démontre notre attachement au processus de libéralisation en pleine crise financière régionale.

20. Nous affirmons que progresser dans les trois piliers de la coopération au sein de l'APEC renforcera les bases de la croissance future. Nous nous félicitons des progrès accomplis dans les domaines prioritaires que sont le développement des ressources humaines et l'exploitation des technologies de l'avenir. Nous prenons note des améliorations apportées à la gestion du processus de coopération économique et technique, y compris du travail en cours en ce qui concerne le développement des infrastructures et le développement durable. **Nous avons demandé aux ministres de mettre davantage l'accent sur la coordination des activités d'ECOTECH et d'intensifier les travaux dans les domaines prioritaires.** Nous sommes convaincus que la contribution du secteur des entreprises et du secteur privé en général aux activités d'ECOTECH renforcera les efforts que nous déployons pour faire avancer le programme de coopération économique et technique, et nous nous réjouissons de l'engagement pris par l'ABAC dans ce domaine par le biais du partenariat pour une croissance équitable.
21. Alors que la communauté de l'APEC entre dans sa dixième année de coopération, nous reconnaissons qu'il est nécessaire d'examiner ses activités, sa structure et ses mécanismes afin de garantir que l'APEC arrive à des résultats ciblés et ce, de la manière la plus efficace qui soit. Nous observons la prolifération des forums et des réunions de l'APEC, et nous appuyons les travaux destinés à rationaliser plus encore le processus de gestion de l'APEC. **Nous demandons aux ministres de terminer l'examen du processus de l'APEC avant 1999, de manière que des mesures puissent être mises en œuvre en l'an 2000.**
22. Nous reconnaissons que la participation du secteur des entreprises et du secteur privé est un élément important du travail de l'APEC, et nous sommes favorables à leur participation plus générale aux activités de celle-ci. Nous demandons aux ministres d'encourager la participation du secteur des entreprises et du secteur privé aux activités pertinentes de l'APEC, dans les limites des lignes directrices actuelles. Nous nous félicitons des efforts déployés pour améliorer la mobilité des entreprises grâce à la carte de voyage d'affaires de l'APEC et à l'engagement collectif à délivrer plus de visas ou d'autorisations d'entrée aux personnes qui voyagent pour affaires. Nous nous félicitons également des recommandations de l'ABAC et nous demandons à nos ministres d'étudier ses propositions, y compris en ce qui concerne le secteur agroalimentaire de l'APEC.

Renforcer les bases d'une croissance soutenue au XXI^e siècle

23. Nous sommes fermement résolus à renforcer les filets de sécurité sociale, les systèmes financiers nationaux et mondial, les flux des échanges et de l'investissement, la base scientifique et technologique, le développement

des ressources humaines, l'infrastructure économique, et les liens commerciaux afin de fournir la base et d'imprimer le rythme d'une croissance soutenue au XXI^e siècle.

Renforcer les filets de sécurité sociale

24. Étant donné les ramifications de la crise et étant donné qu'il est important de remédier aux fragilités sociales, nous convenons que l'APEC doit, en priorité, intensifier ses efforts pour pallier les répercussions sociales de la crise. Plus particulièrement, nous demandons à nos ministres de travailler avec la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement et, le cas échéant, avec des institutions publiques et privées afin de formuler des **stratégies reposant sur des mesures concrètes destinées à renforcer les filets de sécurité sociale**. Nous comptons sur un rapport à notre prochaine réunion.

Renforcer les systèmes financiers nationaux et mondial

25. Nous reconnaissons que le développement et le renforcement du système financier sont essentiels à la réalisation de l'objectif que vise l'APEC, à savoir des systèmes d'échanges commerciaux et d'investissements libres et ouverts d'ici 2010-2020.

Nous saluons le travail entrepris dans plusieurs instances pour renforcer le système financier international et nous prenons note, en particulier, des propositions faites pour améliorer la transparence et la responsabilité; pour renforcer l'infrastructure des marchés et les systèmes financiers nationaux; et pour améliorer la coordination et la participation du secteur privé à la prévention et au règlement méthodique des crises financières internationales. Nous pensons qu'il serait très profitable de poursuivre ce travail dans un processus auquel participeraient les économies industrialisées et les économies de marché naissantes. Nous sommes d'avis qu'une tribune telle qu'un G-22 élargi serait pertinente à cet effet. **Nous demandons également à nos ministres des finances d'élaborer rapidement des mesures pour mettre en œuvre ces propositions.** Nous demandons que nous soit présenté à notre prochaine réunion un rapport sur les résultats de ces délibérations au sein de l'APEC et ailleurs.

Nous jugeons particulièrement urgent d'examiner la portée d'une réglementation prudentielle renforcée des institutions financières dans les économies industrialisées pour promouvoir des flux de capitaux sûrs et durables; d'encourager des analyses solides et de meilleures évaluations; d'étudier les questions de transparence appropriée et de normes de présentation de l'information relatives aux institutions financières du secteur privé concernées par les mouvements de capitaux internationaux,

comme les banques d'investissement, les fonds de couverture et d'autres investisseurs institutionnels; et d'étudier les incidences des opérations menées par les institutions internationales à fort levier financier. Nous demandons que soit créé rapidement un groupe de travail auquel participeront les économies présentant une importance systémique, ce groupe devant être chargé de définir des solutions pratiques dans ces domaines. Nous demandons également qu'un groupe de travail international convenablement constitué se mette immédiatement à la tâche afin de trouver des moyens de mieux gérer les crises, y inclus des ententes méthodiques passées avec le secteur privé pour la restructuration des dettes. Ces propositions peuvent être discutées au sein de l'instance en vue de les faire approuver par les dirigeants et de les mettre en œuvre ultérieurement.

26. L'instabilité financière en Asie montre combien il est important de développer des marchés financiers nationaux forts, robustes et bien réglementés dans le cadre d'un système financier international stable. Nous demandons donc que les économies membres adoptent des principes reconnus à l'échelle internationale afin de renforcer la supervision des systèmes bancaires et des marchés des valeurs mobilières. Parmi ces principes figurent les principes de Bâle relatifs à la supervision efficace des opérations bancaires et ceux de l'Organisation internationale des commissions des valeurs. À cet égard, nous nous réjouissons du travail accompli par nos ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales. Ils ont réfléchi à des moyens d'évaluer la pertinence des efforts visant à renforcer les régimes de supervision des opérations financières dans les économies membres et de les rendre encore plus pertinents, grâce entre autres à des méthodes de suivi de leurs progrès à l'APEC reposant sur des normes, des codes et des pratiques exemplaires reconnus à l'échelle internationale. Nous comptons sur un rapport à notre prochaine réunion sur ces deux directives.

Nous demandons également à nos ministres des finances de chercher des façons novatrices de favoriser la reprise des flux de capitaux dans la région, entre autres, des partenariats entre les économies membres, l'action du secteur privé et des efforts de collaboration avec la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et d'autres institutions multilatérales. Nous comptons sur des résultats concrets à notre prochaine réunion.

27. Nous nous déclarons satisfaits des progrès accomplis par nos ministres des finances dans la promotion des initiatives de collaboration de Cebu visant à développer des marchés financiers forts, robustes et stables dans notre région, et nous comptons sur des bilans réguliers de la mise en œuvre de ces initiatives aux niveaux national et régional. Nous appuyons la décision de nos ministres des finances de répondre à la nécessité de rendre les

capitaux plus libres et stables dans la région. À cet égard, nous leur demandons de tenir compte des enseignements précieux des 18 derniers mois dans leurs travaux visant à élaborer un plan d'action volontaire pragmatique et à formuler des lignes directrices pertinentes relativement à la surveillance des mouvements de capitaux, y compris des flux à court terme.

28. Nous louons les efforts accrus pour aider les économies régionales touchées par la crise à se doter d'une capacité suffisante pour se relever et surmonter les difficultés actuelles. Nous nous réjouissons de l'**initiative australienne sur le renforcement de la capacité de gestion économique** et des domaines dans lesquels sont proposées des activités conjointes de renforcement des capacités. Nous nous félicitons également de l'initiative de Singapour qui vise à proposer des programmes d'assistance technique à l'Institut de formation régional du FMI à Singapour et en collaboration avec d'autres partenaires et institutions intéressés. Nous encourageons les économies à poursuivre de telles initiatives de renforcement des capacités.
29. Nous savons qu'il est important d'améliorer la transparence et la prévisibilité économiques aux niveaux national et international. Par conséquent, nous nous réjouissons d'une **nouvelle initiative de collaboration** convenue par les ministres des finances à Kananaskis qui vise à examiner des solutions pour **renforcer la gestion des entreprises** dans la région. Nous saluons également une nouvelle initiative relative au développement des marchés obligataires nationaux. Nous applaudissons à cette initiative du groupe des financiers qui vise à créer un programme de formation et d'éducation du secteur privé destiné aux financiers de toute la région de l'APEC qui, à notre sens, complétera l'effort des économies membres dans ce domaine. Nous demandons à nos ministres des finances de veiller tout particulièrement à ce que l'on progresse dans toutes ces initiatives et nous comptons à notre prochaine réunion sur un rapport faisant état des résultats concrets.

Renforcer les flux des échanges commerciaux et des investissements

30. Nous nous félicitons des efforts additionnels déployés pour renforcer les flux des échanges commerciaux et des investissements dans la région. Ils comprennent des travaux sur la réforme des politiques sur la concurrence et les réglementations, ainsi qu'une mise en œuvre rapide de mesures destinées à instaurer un environnement propice aux flux des échanges commerciaux et des investissements. À cet égard, nous nous réjouissons de l'adoption du menu d'options et de mesures sur les investissements et de l'initiative de la Corée, qui a proposé d'accueillir à Séoul, en juin 1999, la réunion de l'APEC sur le marché des investissements étrangers directs.

Nous prenons note de ce que les industries du savoir et le tourisme recèlent un potentiel immense pour ce qui est de contribuer à la croissance et au développement au siècle prochain. Nous reconnaissons qu'il faut s'efforcer de maximiser la contribution de ces secteurs à la prospérité des économies de l'APEC.

Renforcer la base scientifique et technologique

31. **Nous approuvons le programme de 1998 de l'APEC pour la coopération des industries scientifiques et technologiques au XXI^e siècle.** Il fera connaître notre vision en matière de renforcement des capacités de l'APEC pour exploiter les technologies de l'avenir et catalyser la constitution de réseaux et de partenariats scientifiques et technologiques régionaux dynamiques et durables. Nous prenons note des principes, des mécanismes et des domaines d'action commune énoncés et nous demandons aux ministres de prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre ce programme. Nous nous réjouissons de la création du Fonds de développement des industries scientifiques et technologiques Chine-APEC.

Renforcement du développement des ressources humaines

32. Nous réaffirmons notre conviction que le développement des ressources humaines est un facteur essentiel et indissociable de la réalisation de tous les efforts visant à établir une capacité de croissance soutenue dans les économies de l'Asie et du Pacifique au XXI^e siècle. Nous avons adhéré à un cadre pour l'avancement du développement des ressources humaines dans tous les aspects de notre plan de travail. **Nous approuvons donc le Programme d'action de 1998 de Kuala Lumpur sur l'acquisition des compétences dans l'APEC** comme étant une étape importante dans le partenariat et la collaboration à ce chapitre entre le secteur public et les entreprises. Ce programme reconnaît la valeur de la contribution du secteur des entreprises et montre que l'APEC élargit continuellement ses contacts avec les milieux d'affaires. Nous nous félicitons des initiatives des économies membres et nous demandons aux ministres de déployer des efforts concertés pour la mise en œuvre de ce programme d'action. À cet égard, nous nous réjouissons de l'assistance technique que Singapour offre pour la formation des professionnels de la santé dans la région.

Nous soutenons les efforts continus déployés pour renforcer le rôle des femmes dans le processus de l'APEC. À cette fin, nous demandons aux ministres d'élaborer un **cadre pour l'intégration des femmes dans l'APEC.**

Renforcer l'infrastructure économique

33. Nous réaffirmons que renforcer la capacité de notre infrastructure économique est essentiel à la réalisation de nos objectifs pour ce qui est d'une croissance et d'un développement durables et équitables dans toute la communauté de l'APEC. Nous louons tout particulièrement l'engagement pris tout au long de 1998 de renforcer et de développer davantage l'infrastructure économique. Nous nous félicitons de l'initiative relative au gaz naturel approuvée par les ministres de l'énergie à Okinawa. Nous reconnaissons les progrès constants dans la mise en œuvre du cadre de Vancouver pour le renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé dans le développement des infrastructures. Nous nous félicitons des progrès accomplis pour concrétiser l'initiative visant à créer une société de l'information de l'Asie et du Pacifique et nous approuvons les travaux engagés pour avancer dans le développement de l'Infrastructure de l'information Asie-Pacifique.

Nous renouvelons notre engagement à promouvoir le développement durable dans tous les aspects de notre plan de travail, y compris une production plus propre, la protection du milieu marin et les villes durables. **Nous approuvons les actions conjointes qui seront lancées dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie et de l'environnement** par rapport à la croissance économique et démographique dans la communauté de l'APEC. Nous demandons aux ministres de prendre des mesures pour mettre en œuvre ces actions conjointes. Nous louons l'initiative des ministres qui vise à créer le **cadre de l'APEC pour les initiatives de renforcement des capacités en matière de préparation aux situations d'urgence**. Son objectif est de favoriser la coopération dans le renforcement des capacités à long terme en ce qui concerne les mesures préventives et adaptées aux urgences provoquées par des catastrophes naturelles.

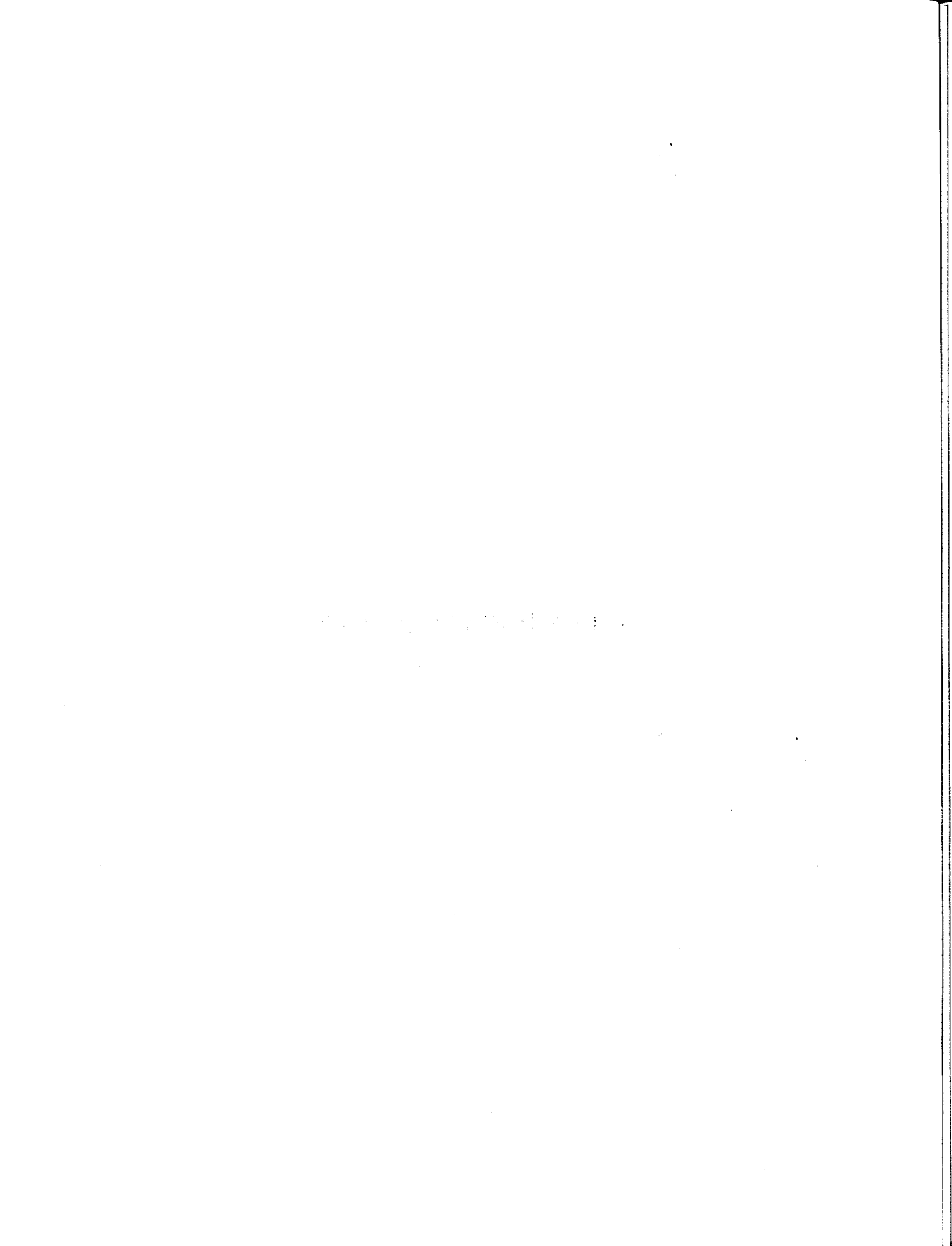
Renforcer les liens avec les entreprises et les liens commerciaux

34. Les petites et moyennes entreprises (PME) comptent parmi les principaux intervenants de l'APEC, où elles représentent plus de 95 p. 100 des entreprises, où elles emploient 80 p. 100 de la main-d'œuvre et où leur participation au produit national brut des différentes économies se situe entre 30 et 60 p. 100. Nous soulignons combien il est important d'exploiter et d'accroître le potentiel de contribution des PME à la croissance et au développement de la région. Nous félicitons les ministres pour avoir réalisé le **plan d'action intégré pour le développement des PME**, qui énonce des orientations stratégiques pour le développement des entreprises et le perfectionnement des entrepreneurs grâce à des actions individuelles et collectives. Nous demandons aux ministres d'accroître et de renforcer le dynamisme des PME et de donner la priorité à la mise en

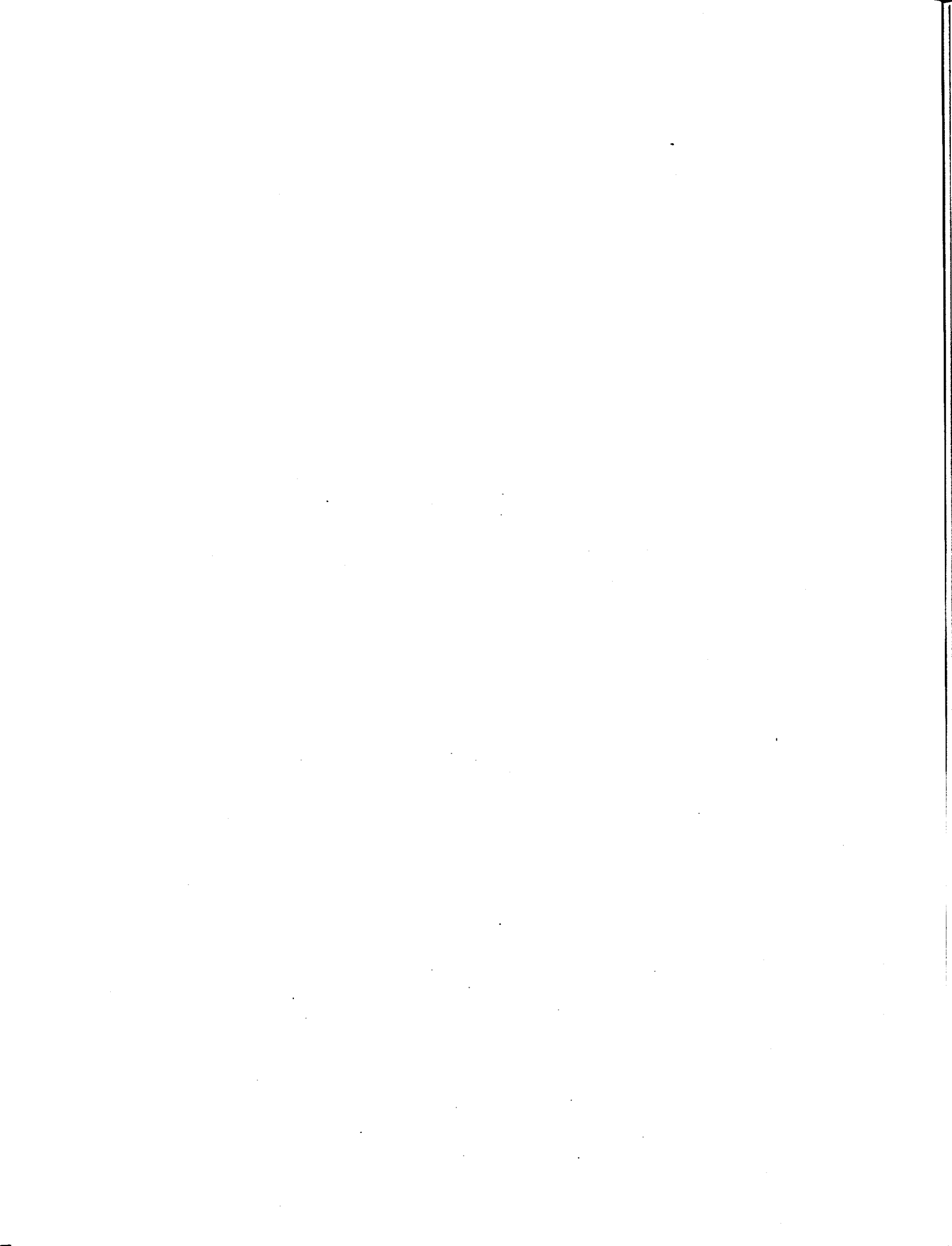
œuvre d'actions conjointes prévues au plan d'action susmentionné et d'encourager les économies à adopter des mesures individuelles pour renforcer le développement des PME. Nous comptons sur un rapport faisant état de résultats plus concrets à notre prochaine réunion.

35. Nous félicitons les ministres d'avoir formulé le **Plan directeur de l'APEC pour le commerce électronique**, qui contient de grands thèmes et des activités menées en coopération pour la promotion et le développement du commerce électronique dans la région. Nous reconnaissons que le problème de l'an 2000 risque de provoquer des perturbations économiques, commerciales et financières importantes. Nous convenons de ce que toutes les économies doivent en prendre davantage conscience et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour régler rapidement ce problème.

Nous sommes convaincus que, grâce à notre engagement envers nos objectifs et à notre détermination à renforcer les bases de la croissance, l'APEC saura relever les défis du XXI^e siècle.



Fiches documentaires



AUSTRALIE

Capitale : Canberra

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

7 682 300 km²

Population

18,7 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

0,9 % (1998)

Principale langue

Anglais

Principaux groupes religieux

Anglicans (26 %), catholiques (25 %), protestants (25 %), autres (24 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

État parlementaire fédéral

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Dirigeant

Le premier ministre John Howard

Ministre des Affaires étrangères

M. Alexander Downer

Ministre du Commerce

M. Mark Vaile

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

L'Australie se classe 7^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

360,1 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

4,8 % (1998)

PIB par habitant

19 721 \$US (1998)

Taux d'inflation

1,6 % (mars 1999)

Taux de chômage

7,3 % (mars 1999)

Principales exportations

Blé, orge, bœuf, agneau, produits laitiers, laine, charbon, minerai de fer, machines, matériel de transport

Principales importations

Produits ouvrés, machines et matériel de transport, ordinateurs et matériel de bureau, biens de consommation, produits pétroliers

Principales exportations vers le Canada

1,3 milliard de dollars (1998), en produits chimiques inorganiques, métaux des terres rares, sucre, viande, fer et acier, minerais, scories, cendres

Principales importations du Canada

969 millions de dollars (1998), en véhicules (à l'exclusion des véhicules ferroviaires), matériel électrique, bois, avions, engins spatiaux

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Brian Schumacher, haut-commissaire

Haut-Commissariat du Canada

Commonwealth Avenue

Canberra, ACT 2600

Australie

Téléphone : (011-61-2) 6273-3844

Télécopieur : (011-61-2) 6270-4069

BRUNÉI

Capitale : Bandar Seri Begawan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

5 765 km²

Population

305 100 habitants (est. 1997)

Taux de croissance de la population

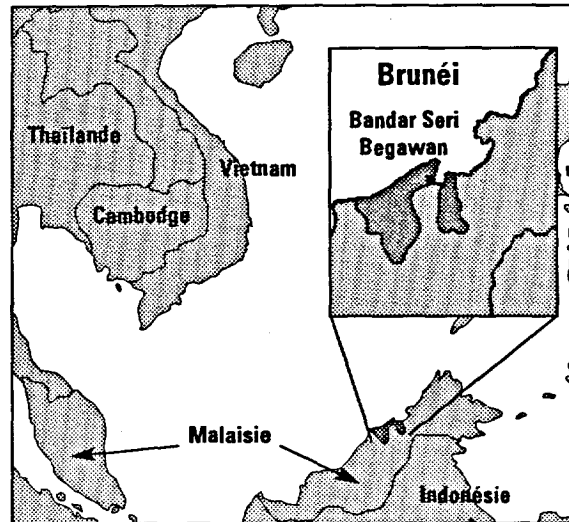
2,6 % (est. 1997)

Principales langues

Malais, anglais, chinois

Principaux groupes religieux

Musulmans (63 %), bouddhistes (14 %), chrétiens (8 %), autres (15 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Sultanat (monarchie)

Institutions démocratiques

Ni partis, ni élections

Dirigeant

Le sultan et premier ministre Hassanal Bolkiah
Mu'izzadin Waddaulah

Ministre des Affaires étrangères

Le prince Mohamed Bolkiah

Ministre de l'Industrie et des Ressources primaires

M. Pehin Dato Awang haji Abdul Rahman

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Brunéi se classe 25^e sur 174 pays.

Taux d'inflation

2,5 % (1996)

Taux de chômage

4,8 % (1994)

Principales exportations

Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers

Principales importations

Machines et matériel de transport, produits manufacturés, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

500 000 \$ (1998), en vêtements, produits de céramique

Principales importations du Canada

2,4 millions de dollars (1998), en véhicules, machines, aéronefs et pièces

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

4,9 milliards de dollars américains (1995)

Taux de croissance du PIB

2 % (est. 1995)

PIB par habitant

17 012 \$US (est. 1995)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Neil D. Reeder, haut-commissaire

Haut-Commissariat du Canada

Britannia House, Suite 51-52

Jalan Cator

Bandar Seri Begawan BS8811

Brunéi Darussalam

Téléphone : (011-673-2) 220043

Télécopieur : (011-673-2) 220040

CANADA

Capitale : Ottawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 970 610 km²

Population

30,3 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

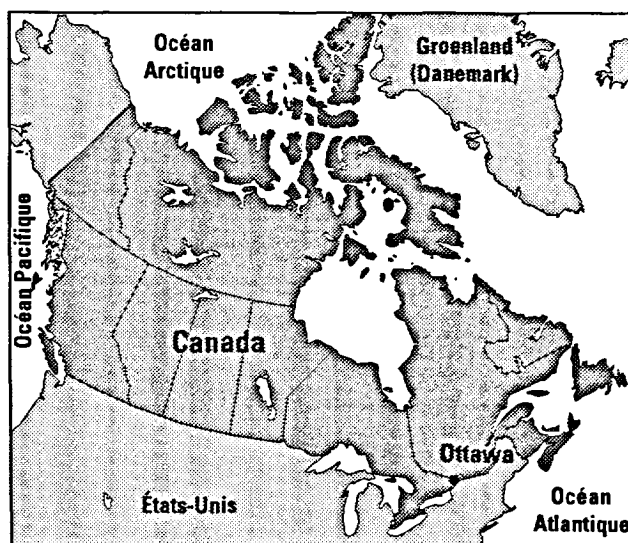
1 % (1998)

Langues officielles

Français, anglais

Principaux groupes religieux

Catholiques (46 %), Église unie (12 %),
anglicans (8 %), autres (34 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques

État fédéral, parlement bicaméral

Dirigeant

Le premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères

M. Lloyd Axworthy

Ministre du Commerce international

M. Pierre Pettigrew

Ministre des Finances

M. Paul Martin

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Le Canada se classe 1^{er} sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

600,3 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB réel

3,1 % (1998)

PIB par habitant

19 811 \$US (1998)

Taux d'inflation

0,9 % (1998)

Taux de chômage

7,6 % (juin 1999)

Principales exportations

322,3 milliards de dollars (balance des paiements, 1998), en matériel de transport, biens d'équipement, pâtes et papiers, combustibles, bois, minéraux, aluminium

Principales importations

303,4 milliards de dollars (balance des paiements, 1998), en matériel de transport, biens d'équipement, matériel électronique, plastiques

CHILI

Capitale : Santiago

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

756 626 km²

Population

14,9 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

7,1 % (est. 1997)

Langue officielle

Espagnol

Principaux groupes religieux

Catholiques (89 %), protestants (11 %)

DONNÉES POLITIQUES

Régime

République

Institutions démocratiques

Congrès bicaméral

Dirigeant

Le président Eduardo Frei Ruiz-Tagle

Ministre des Relations étrangères

M. José Miguel Insulza

Ministre de l'Économie

M. Jorge Leiva

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Le Chili se classe 34^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

74,3 milliards de dollars américains (est. 1998)

Taux de croissance du PIB

3,5 % (est. 1998)

PIB par habitant

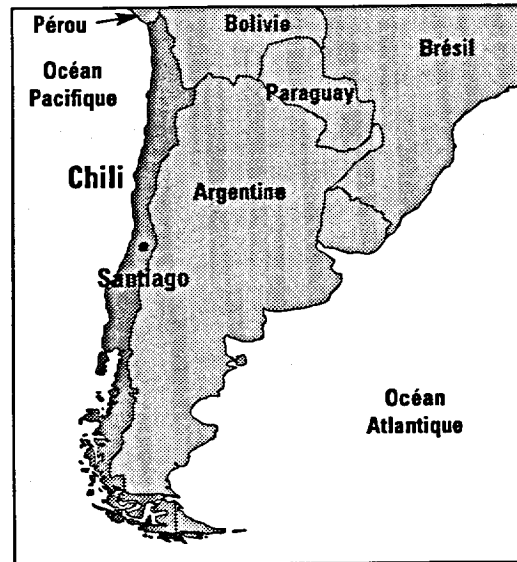
5 139 \$US (1998)

Taux d'inflation

3,5 % (est. 1998)

Taux de chômage

7,1 % (1997)



Principales exportations

Cuivre, produits du bois, poisson et farine de poisson, fruits, noix, matières premières, tissus, produits industriels

Principales importations

Biens d'équipement, pièces, matières premières, pétrole, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

360,3 millions de dollars (1998), en fruits (raisins) et noix, vin, farine, légumes, farine de poisson, poisson et crustacés, minéraux, fer et acier

Principales importations du Canada

337,3 millions de dollars (1998), en céréales, briquettes de charbon, matériel téléphonique, machines, minerais, scories, combustibles minéraux, pièces et accessoires d'automobile, sel, pâtes et papiers

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Lawrence D. Lederman, ambassadeur

Ambassade du Canada

Nueva Tajamar 481

Torre Norte, Piso 12

Santiago

Chili

Téléphone : (011-56-2) 362-9660

Télécopieur : (011-56-2) 362-9664

CHINE

Capitale : Beijing

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 596 961 km²

Population

1,26 milliard d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

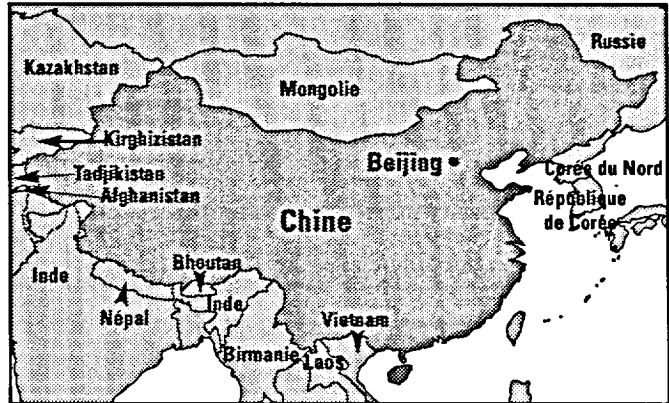
0,1 % (1998)

Langue officielle

Mandarin

Principaux groupes religieux

Taoïstes, bouddhistes, musulmans, chrétiens



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République socialiste à parti unique

Dirigeants

Le président Jiang Zemin

Le premier ministre Zhu Rongji

Ministre des Affaires étrangères

M. Tang Jiaxuan

Ministre du Commerce international et de la Coopération économique

M. Shi Guangsheng

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

La Chine se classe 98^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

963,4 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

7,8 % (1998)

PIB par habitant

772 \$US (1998, urbain)

Taux d'inflation

-0,8 % (1998, par rapport à l'année)

Taux de chômage

3 % (1998, urbain)

Principales exportations

Matériel électrique, machines, vêtements tissés, vêtements tricotés, chaussures, jouets et articles de sport

Principales importations

Matériel électrique, machines, plastique, combustibles minéraux, fer et acier

Principales exportations vers le Canada

7,6 milliards de dollars (1998), en matériel électrique, jouets, jeux et articles de sport, vêtements, équipement mécanique

Principales importations du Canada

2,4 milliards de dollars (1998), en céréales, matériel électrique, pâte de bois, engrais, équipement mécanique

Aide publique du Canada au développement

49 millions de dollars (décaissements bilatéraux, 1997-1998)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Howard Balloch, ambassadeur

19 Dongzhimenwai Dajie

District de Chaoyang

Beijing 100600

Chine

Téléphone : (011-86-10) 6532-3536

Télex : (011-86-10) 6532-4072

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Capitale : Séoul

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

99 480 km²

Population

45,9 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

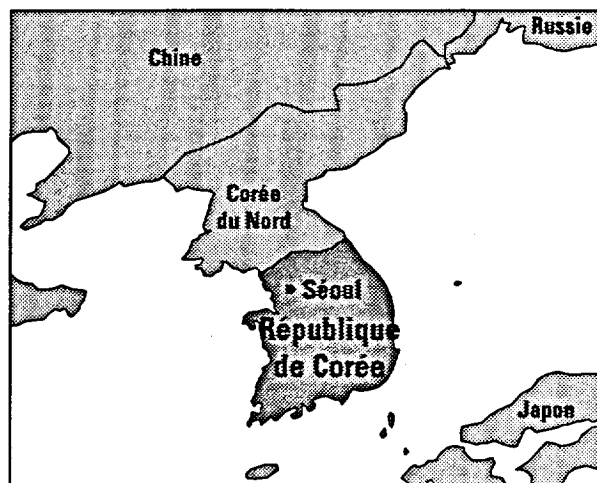
0,95 % (1998)

Langue officielle

Coréen

Principaux groupes religieux

Chrétiens (49 %), bouddhistes (47 %),
confucianistes (3 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République présidentielle

Institutions démocratiques

Assemblée nationale unicamérale

Dirigeants

Le président Kim Dae-jung

Le premier ministre Kim Jong-pil

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce

M. Hong Soon-young

Ministre du Commerce

M. Han Duck-soo

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

La République de Corée se classe 30^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

449 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

-5,8 % (1998)

PIB par habitant

6 823 \$US (1998)

Taux d'inflation

7,5 % (1998)

Taux de chômage

7,9 % (1998)

Principales exportations

Combustibles minéraux, pâte de bois, produits chimiques organiques et inorganiques, métaux des terres rares, nickel, aluminium

Principales importations

Machines électroniques, machines, automobiles, bateaux et embarcations, fer et acier, articles tissés

Principales exportations vers le Canada

3,3 milliards de dollars (1998), en machines électroniques, machines, automobiles, bateaux et embarcations, fer et acier bruts, articles tissés, produits du fer et de l'acier, caoutchouc, vêtements

Principales importations du Canada

1,8 milliard de dollars (1998), en charbon et combustibles minéraux, pâte de bois, produits chimiques, nickel, aluminium, fer, acier, machines

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Arthur Perron, ambassadeur

Ambassade du Canada

Kolon Building, 10th Floor

45 Mugyo-dong, Jung-Ku

Séoul 100-170

République de Corée

Téléphone : (011-82-2) 3455-6000

Télécopieur : (011-82-2) 755-0686

ÉTATS-UNIS

Capitale : Washington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 629 091 km²

Population

270 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

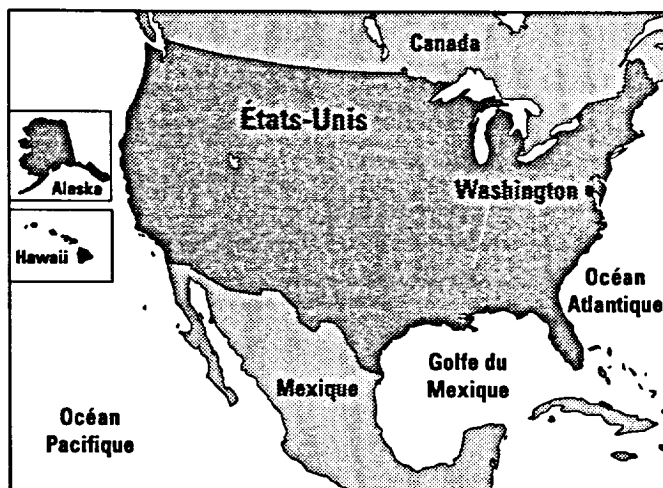
0,9 % (1998)

Principales langues

Anglais, espagnol

Principaux groupes religieux

Protestants (56 %), catholiques (28 %), juifs (2 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République fédérale

Institutions démocratiques

Congrès bicaméral

Dirigeant

Le président Bill Clinton

Secrétaire d'État

M^{me} Madeleine K. Albright

Secrétaire du Trésor

M. Lawrence H. Summers

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Les États-Unis se classent 3^{es} sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

8,5 billions de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB réel

3,9 % (1998)

PIB par habitant

31 519 \$US (1998)

Taux d'inflation

1,6 % (1998)

Taux de chômage

4,3 % (avril 1999)

Principales exportations

Machines et équipement, véhicules motorisés, avions, blé, produits chimiques, plastique, produits agricoles, matériel militaire

Principales importations

Pétrole et dérivés, métaux communs non ferreux, engrais, produits agricoles, machines et équipement, véhicules motorisés, matières premières

Principales exportations vers le Canada

266 milliards de dollars (balance des paiements, 1998), en véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, matériel de télécommunications, matières plastiques

Principales importations du Canada

297 milliards de dollars (balance des paiements, 1998), en véhicules motorisés et pièces, petit bois d'œuvre, pétrole brut, gaz naturel, papier journal

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Raymond A. J. Chrétien, ambassadeur

Ambassade du Canada

501 Pennsylvania Avenue, N.W.

Washington, D.C. 20001

États-Unis

Téléphone : (202) 682-1740

Télécopieur : (202) 682-7726

HONG KONG (CHINE)

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 072 km²

Population

6,7 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

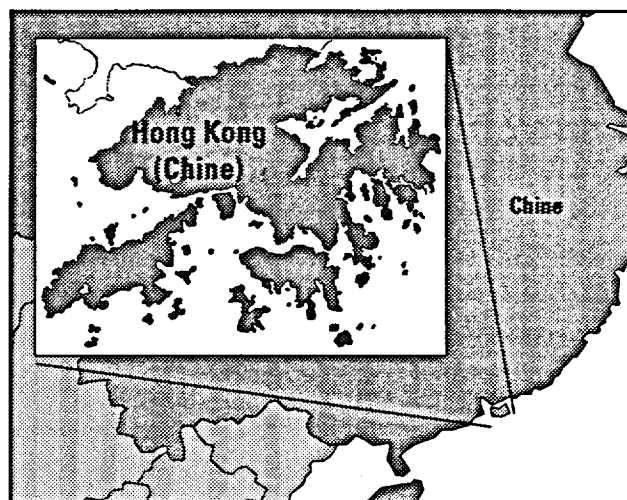
1,9 % (est. 1996)

Langues officielles

Anglais, cantonais

Principaux groupes religieux

Chrétiens, bouddhistes, confucianistes, taoïstes



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Région administrative sous administration spéciale de la République populaire de Chine

Dirigeant

Le chef de l'exécutif, M. Tung Chee-Hwa

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Hong Kong se classe 24^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

167 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

-5 % (1998)

PIB par habitant

25 035 \$US (1998)

Taux d'inflation

0,5 % (1998)

Taux de chômage

6,5 % (1998)

Principales exportations

Vêtements, fil textile, produits électroniques, montres et horloges, jouets

Principales importations

Matières premières, viande et autres denrées alimentaires, fil textile, étoffes, machines, matériel de transport

Principales exportations vers le Canada

1,2 milliard de dollars (1998), en vêtements et accessoires, matériel électrique et mécanique, horloges, montres, jouets, jeux et articles de sport

Principales importations du Canada

1,4 milliard de dollars (1998), en métaux précieux, matériel électrique, papier et carton, bois, produits alimentaires

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Colin Russel, consul général

Consulat général du Canada

11-14th Floors, Tower I

Exchange Square

Central, Hong Kong

Téléphone : (011-852) 2847-7414

Télécopieur : (011-852) 2847-7441

INDONÉSIE

Capitale : Jakarta

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 948 732 km²

Population

210 millions d'habitants (est. 1999)

Taux de croissance de la population

1,5 % (1998)

Principales langues

Bahasa Indonesia (malais), anglais, néerlandais, langues indigènes

Principaux groupes religieux

Musulmans (80 %), chrétiens, hindous

DONNÉES POLITIQUES

Régime

République présidentielle

Institutions démocratiques

Parlement unicaméral

Dirigeant

Le président B. J. Habibie

Ministre des Affaires étrangères

M. Ali Alatas

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Rahardi Ramelan

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

L'Indonésie se classe 105^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

125 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

-13,7 % (1998)

PIB par habitant

600 \$US (1998)

Taux d'inflation

8 % (1998)



Taux de chômage

17 % (1998)

Principales exportations

Pétrole brut et produits pétroliers, textiles et vêtements, bois et produits du bois, gaz naturel, caoutchouc et produits du caoutchouc, crevettes

Principales importations

Machines et matériel de transport, éther manufacturé, produits chimiques, matières premières, carburants et lubrifiants, denrées alimentaires, boissons, tabac

Principales exportations vers le Canada

921,7 millions de dollars (1998), en vêtements, textiles, chaussures, produits du bois, caoutchouc et produits du caoutchouc, machines électriques, huiles animales et végétales

Principales importations du Canada

544,6 millions de dollars (1998), en céréales, pâtes et papiers, plastique, huiles et combustibles minéraux, sel, soufre, engins mécaniques et chaudières

Aide publique du Canada au développement

26,4 millions de dollars (1997-1998)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Ken Sunquist, ambassadeur

Ambassade du Canada

Wisma Metropolitan 1, 5th Floor

Jalan Jendral Sudirman Kav. 29

Jakarta 12920

Indonésie

Téléphone : (011-62-21) 525-0709

Télécopieur : (011-62-21) 571-2251

JAPON

Capitale : Tokyo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

377 847 km²

Population

126,5 millions d'habitants (est. 1998)

Taux de croissance de la population

0,3 % (est. 1998)

Principale langue

Japonais

Principaux groupes religieux

Bouddhistes, shintoïstes

DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Dirigeants

L'empereur Akihito

Le premier ministre Keizo Obuchi

Ministre des Affaires étrangères

M. Masahiko Komura

Ministre des Finances

M. Kiichi Miyazawa

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Le Japon se classe 4^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

3,8 billions de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB réel

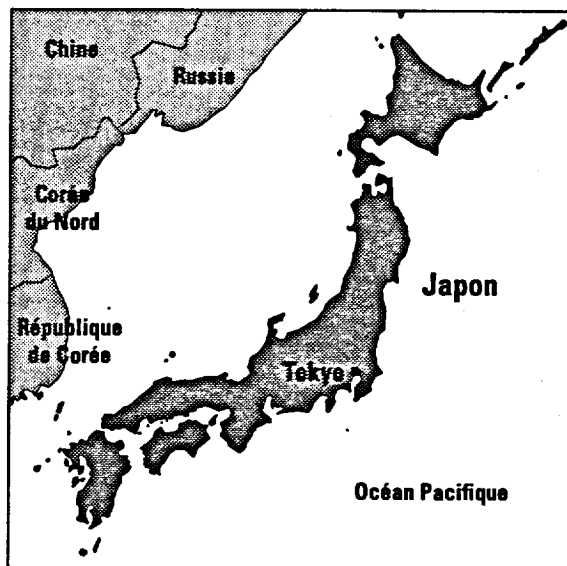
-2,6 % (1998)

PIB par habitant

29 907 \$US (est. 1998)

Taux d'inflation

0,6 % (1998)



Taux de chômage

4,8 % (mars 1999)

Principales exportations

Machines, véhicules motorisés, appareils électroniques et ordinateurs de grande consommation

Principales importations

Combustibles minéraux, denrées alimentaires, matières premières, machines, minerai métallique

Principales exportations vers le Canada

14 milliards de dollars (1998), en machines, matériel électronique et photographique, véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, produits chimiques

Principales importations du Canada

8,6 milliards de dollars (1998), en bois d'œuvre et contreplaqué, pâtes et papiers, charbon, poisson, produits animaux, fruits de mer, graines oléagineuses

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Leonard J. Edwards, ambassadeur

Ambassade du Canada

7-3-38 Akasaka, Minato-ku

Tokyo 107

Japon

Téléphone : (011-81-3) 5412-6200

Télécopieur : (011-81-3) 5412-6247

MALAISIE

Capitale : Kuala Lumpur

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

329 758 km²

Population

22,2 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

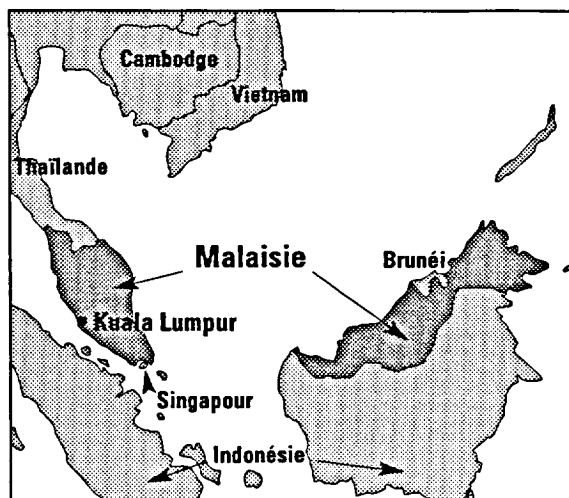
2,2 % (est. 1997)

Principales langues

Malais, anglais, hokkien, cantonais, tamoul

Principaux groupes religieux

Musulmans, bouddhistes, taoïstes, chrétiens, hindous



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Roi

Yang di-Pertuan Agong XI

Premier ministre

M. Mahathir Mohamad

Ministre des Affaires étrangères

M. Seri Syed Hamid Albar

Ministre du Commerce international et de l'Industrie

M. Datin Paduka Rafidah Abdul Aziz

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

La Malaisie se classe 56^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

71,2 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

-6,4 % (1998)

PIB par habitant

3 107 \$US (1998)

Taux d'inflation

5,3 % (1998)

Taux de chômage

5,9 % (est. 1998)

Principales exportations

Produits électroniques, matériel électrique, pétrole, gros bois d'œuvre et rondins, textiles, huile de palme

Principales importations

Produits manufacturés, machines et matériel de transport, produits en métal, denrées alimentaires, boissons, tabac, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada

2 milliards de dollars (1998), en matériel électrique et pièces, machines, chaudières, engins mécaniques, caoutchouc et produits du caoutchouc, vêtements

Principales importations du Canada

460 millions de dollars (1998), en papier et carton, matériel électrique et pièces, engrais, machines, chaudières, locomotives de chemin de fer et tramways, matériel roulant

Aide publique du Canada au développement

2 millions de dollars (1998-1999)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. André Simard, haut-commissaire

Haut-Commissariat du Canada

Plaza OSK, 7th Floor

172 Jalan Ampang

50450 Kuala Lumpur

Malaisie

Téléphone : (011-60-3) 261-2000

Télécopieur : (011-60-3) 261-3428

MEXIQUE

Capitale : Mexico

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 972 550 km²

Population

97,1 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

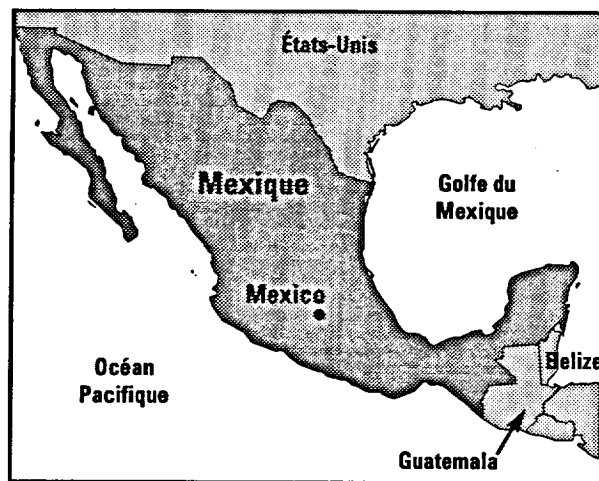
1,8 % (1998)

Principale langue

Espagnol (officielle)

Principal groupe religieux

Catholiques



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République fédérale

Institutions démocratiques

Congrès bicaméral

Dirigeant

Le président Ernesto Zedillo Ponce de León

Ministre des Affaires étrangères

M. Rosario Green Macias

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Le Mexique se classe 50^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

420 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

4,8 % (1998)

PIB par habitant

4 362 \$US (1998)

Taux d'inflation

18,6 % (1998)

Taux de chômage

3,2 % (1998)

Principales exportations

Matériel électrique, véhicules à moteur, machines, pétrole, produits pétroliers

Principales importations

Matériel électrique, machines, véhicules à moteur, plastique, produits du fer et de l'acier

Principales exportations vers le Canada

7,7 milliards de dollars (1998), en matériel électrique, véhicules à moteur, meubles et literie, huile, équipement optique, légumes, fruits et noix, produits du fer et de l'acier, fer et acier, vêtements tissés, verre et verrerie, vêtements tricotés, boissons, couvre-sols

Principales importations du Canada

1,5 milliard de dollars (1998), en véhicules à moteur, grains, semences, fruits, céréales, machines, matériel électrique, produits chimiques, produits laitiers, oeufs, miel, sel, soufre, pâte de bois, tissus, caoutchouc, plastique, fer et acier

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Stanley E. Gooch, ambassadeur

Ambassade du Canada

Calle Schiller n° 529

Colonia Rincón del Bosque

Polanco 11560, México, D.F.

Mexique

Téléphone : (011-525) 724-7900

Télécopieur : (011-525) 724-7982

NOUVELLE-ZÉLANDE

Capitale : Wellington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

270 534 km²

Population

3,7 millions d'habitants (1997)

Taux de croissance de la population

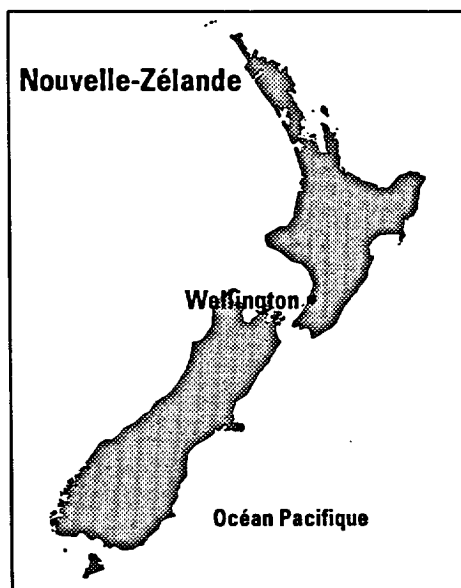
1,1 % (1997)

Principales langues

Anglais (officielle), maori

Principaux groupes religieux

Anglicans (29 %), presbytériens (18 %),
catholiques (15 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie parlementaire

Institutions démocratiques

Parlement unicaméral, multipartisme

Dirigeant

Le premier ministre Jenny Shipley

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce

M. Donald Charles McKinnon

Ministre du Commerce international

M. Lockwood Smith

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

La Nouvelle-Zélande se classe 18^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

52,8 milliards de dollars américains (est. 1998)

Taux de croissance du PIB

0,4 % (1998)

PIB par habitant

13 098 \$US (1998)

Taux d'inflation

1,2 % (1998)

Taux de chômage

7,2 % (mars 1999)

Principales exportations

Bœuf, fruits, poisson, bétail, laine, produits laitiers,
produits chimiques, produits forestiers, articles
manufacturés

Principales importations

Pétrole, machines, véhicules motorisés, articles
manufacturés, huiles animales et végétales

Principales exportations vers le Canada

383,2 millions de dollars (1998), en viandes (bœuf
et agneau), produits laitiers, fruits frais, outils et
équipements, fer et acier

Principales importations du Canada

195,4 millions de dollars (1998), en machines et
matériel électrique, chlorure de potassium, bois
et papier, polyéthylène, porc, poisson

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Valerie Raymond, haut-commissaire
Haut-Commissariat du Canada
3rd Floor, 61 Molesworth Street, Thorndon
Wellington
Nouvelle-Zélande

Téléphone : (011-64-4) 473-9577

Télécopieur : (011-64-4) 471-2082

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Capitale : Port Moresby

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

462 840 km²

Population

4,6 millions d'habitants (est. 1998)

Taux de croissance de la population

4,6 % (est. 1998)

Principales langues

Motu, pidgin

Principaux groupes religieux

Animistes (34 %), catholiques (22 %),
luthériens (16 %), autres (28 %)

DONNÉES POLITIQUES

Régime

Démocratie parlementaire

Institutions démocratiques

Parlement unicaméral, multipartisme

Dirigeant

Le premier ministre Mekere Morauta

Ministre des Affaires étrangères

M. Michael Somare

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Michael Nali

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

La Papouasie-Nouvelle-Guinée se classe 129^e sur
174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

3,7 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

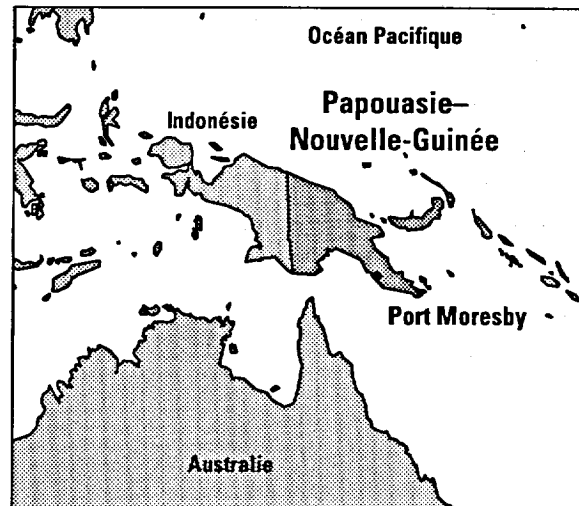
-4,6 % (1997)

PIB par habitant

940 \$US (est. 1997)

Taux d'inflation

3,9 % (1997)



Taux de chômage

Non disponible

Principales exportations

Or, minéral de cuivre, café, cacao, coprah,
huile de palme, bois d'œuvre, poisson

Principales importations

Machines et matériel de transport, combustibles,
denrées alimentaires, produits chimiques, biens
de consommation

Principales exportations vers le Canada

4,4 millions de dollars (1998), en épices et café,
caoutchouc, matériel électrique, avions, minerais,
scories et cendres

Principales importations du Canada

22,4 millions de dollars (1998), en avions, machines,
véhicules (à l'exclusion des véhicules ferroviaires),
produits de fer et d'acier, instruments de musique

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Brian Schumacher, haut-commissaire

Haut-Commissariat du Canada

auprès de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

a/s du Haut-Commissariat du Canada

Commonwealth Avenue

Canberra, ACT 2600

Australie

Téléphone : (011-61-2) 6273-3844

Télécopieur : (011-61-2) 6270-4069

PÉROU

Capitale : Lima

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 285 216 km²

Population

24,8 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

1,9 % (est. 1998)

Principales langues

Espagnol et quechua (officielles), aymara

Principal groupe religieux

Catholiques

DONNÉES POLITIQUES

Régime

République, démocratie présidentielle

Institutions démocratiques

Congrès unicaméral

Dirigeants

Le président Alberto Fujimori

Le premier ministre Victor Joy Way

Ministre des Affaires étrangères, ministre de l'Économie et des Finances

M. Fernando De Trazegnies Granda

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Le Pérou se classe 80^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

64,4 milliards de dollars américains (est. 1998)

Taux de croissance du PIB

1 % (est. 1998)

PIB par habitant

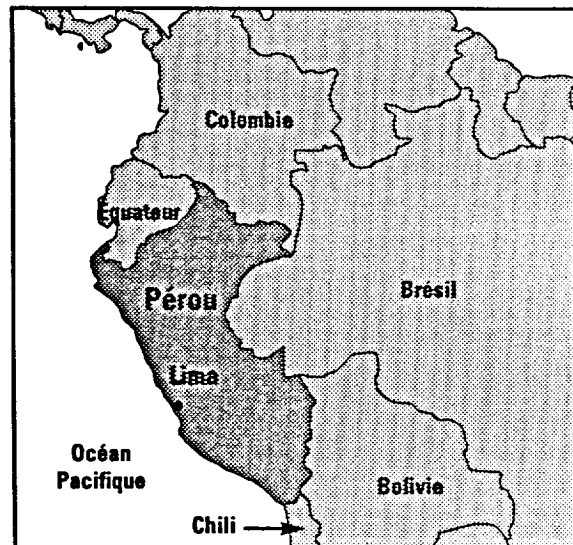
2 549 \$US (1996)

Taux d'inflation

7,3 % (est. 1998)

Taux de chômage

8,2 % (est. 1998)



Principales exportations

Cuivre, zinc, farine de poisson, pétrole brut et produits dérivés, plomb, argent raffiné, café

Principales importations

Machines, matériel de transport, denrées alimentaires, pétrole, fer, acier, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

71,3 millions de dollars (1998), en minerais, scories et cendres, épices, café, thé, plomb, résidus alimentaires et déchets, vêtements tricotés, coton, fruits et noix, laine, poils d'animaux

Principales importations du Canada

187,1 millions de dollars (1998), en machines et matériel électriques, légumes, minerais, scories et cendres, papier et carton, véhicules (à l'exclusion des véhicules ferroviaires), produits de minoterie, malt et amidon

Aide publique du Canada au développement

19,5 millions de dollars (1997-1998)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Graeme C. Clark, ambassadeur

Ambassade du Canada

Libertad 130, Miraflores

Lima

Pérou

Téléphone : (011-51-1) 444-4015

Télécopieur : (011-51-1) 444-4347

PHILIPPINES

Capitale : Manille

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

300 000 km²

Population

78 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

2,3 % (1998)

Principales langues

Tagalog, anglais

Principaux groupes religieux

Catholiques (83 %), protestants (9 %), musulmans (5 %)

DONNÉES POLITIQUES

Régime

Démocratie présidentielle

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Dirigeant

Le président Joseph Estrada

Secrétaire aux Affaires étrangères

M. Domingo L. Siazon

Secrétaire au Commerce et à l'Industrie

M. José Pardo

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Les Philippines se classent 77^{es} sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

65,1 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

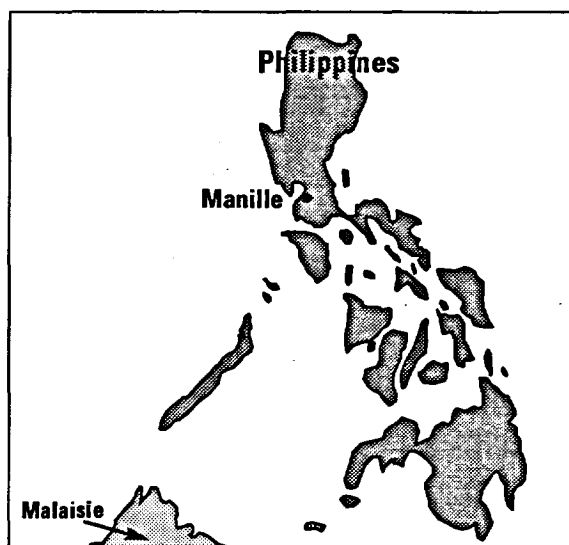
-0,5 % (1998)

PIB par habitant

1 075 \$US (1998)

Taux d'inflation

9,7 % (1998)



Taux de chômage

9,6 % (1998)

Principales exportations

Matériel et pièces d'appareils électriques et électroniques, machines, matériel de transport, textiles

Principales importations

Céréales, minerais, articles en métal, matériel électrique

Principales exportations vers le Canada

958 millions de dollars (1998), en matériel électrique et autres machines, chaudières et pièces, textiles, horloges, montres et pièces, produits du poisson

Principales importations du Canada

259 millions de dollars (1998), en matériel électrique et mécanique, céréales, minerais, pâtes et papiers, zinc

Aide publique du Canada au développement

25 millions de dollars (1997-1998)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. John Treleaven, ambassadeur

Ambassade du Canada

11th Floor, Allied Bank Centre

6754 Ayala Avenue,

Makati, Metro Manila

Philippines 1200

Téléphone : (011-63-2) 867-0001

Télécopieur : (011-63-2) 810-1699

RUSSIE

Capitale : Moscou

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

17 075 400 km²

Population

146,1 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

-0,6 % (1998)

Principale langue

Russe

Principaux groupes religieux

Orthodoxes russes, musulmans, juifs, bouddhistes



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République et fédération

Institutions démocratiques

Assemblée fédérale

Dirigeants

Le président Boris Eltsine

Le premier ministre Vladimir Poutine

Ministre des Affaires étrangères

M. Ivan Ivanov

Ministre des Finances

M. Mikhaïl Kasyanov

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

La Russie se classe 71^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

418 milliards de dollars américains
(prévision 1998)

Taux de croissance du PIB réel

-4 % (projection 1999)

PIB par habitant

3 056 \$US (est. 1997)

Taux d'inflation

75 % (prévision 1999)

Taux de chômage

11,4 % (premier trimestre 1998)

Principales exportations

Produits énergétiques, machines et outillage, métaux et minéraux, produits alimentaires, produits chimiques

Principales importations

Machines et outillage, produits alimentaires, textiles, produits chimiques, produits minéraux et métalliques

Principales exportations vers le Canada

732 millions de dollars (1998), en acier, poisson, combustibles minéraux, produits chimiques inorganiques, métaux rares

Principales importations du Canada

288 millions de dollars (1998), en machines, tabac, matériel électronique, fenêtres et revêtements extérieurs en plastique, viandes

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Rodney Irwin, ambassadeur

Ambassade du Canada

Starokoniouchni Pereouloc 23

Moscou 12100

Russie

Téléphone : (011-7-095) 956-6666

Télex : (011-7-095) 232-9949

SINGAPOUR

Capitale : Singapour

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

636 km²

Population

3,2 millions d'habitants (est. 1998)

Taux de croissance de la population

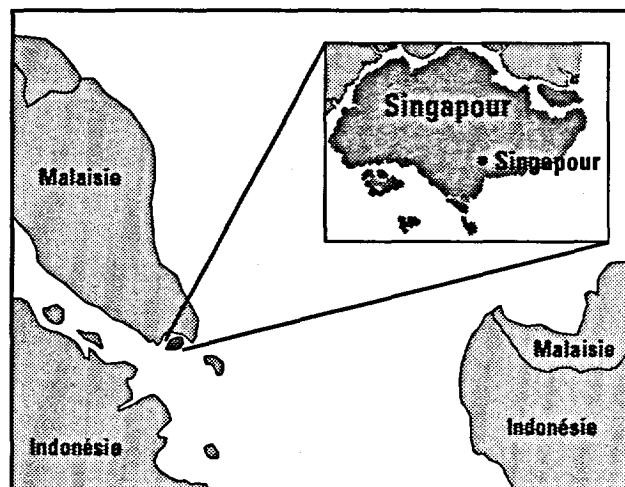
1,9 % (1997)

Principales langues

Anglais, chinois, malais, tamoul

Principaux groupes religieux

Bouddhistes (31 %), taoïstes (22 %), musulmans (15 %), chrétiens (12 %), hindous (4 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République, démocratie parlementaire constitutionnelle

Institutions démocratiques

Parlement unicaméral

Dirigeants

Le président Ong Teng Cheong

Le premier ministre Goh Chok Tong

Ministre des Affaires étrangères

M. S. Jayakumar

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. George Yong-Boon Yeo

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Singapour se classe 22^e sur 174 pays.

Taux de chômage

4,5 % (1998)

Principales exportations

Machines et outillage, produits pétroliers, caoutchouc, produits manufacturés, aliments transformés, huile de coco, huile de palme, coprah

Principales importations

Machines et outillage, combustibles minéraux, produits chimiques, produits manufacturés, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

1,2 milliard de dollars (1998), en chaudières, équipement mécanique, électrique et optique, outils et coutellerie en métal commun

Principales importations du Canada

424 millions de dollars (1998), en chaudières, équipement mécanique et électrique, métaux communs, papier et carton, nickel

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

90,4 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

1,3 % (1998)

PIB par habitant

31 161 \$US (1997)

Taux d'inflation

-0,3 % (1998)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Barry Carin, haut-commissaire

Haut-Commissariat du Canada

IBM Towers, 14th Floor

80 Anson Road

Singapour 079907

Singapour

Téléphone : (011-65) 325-3200

Télécopieur : (011-65) 325-3297

TAIPEI CHINOIS

Capitale : Taipei

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

36 002 km²

Population

21,6 millions d'habitants (1997)

Taux de croissance de la population

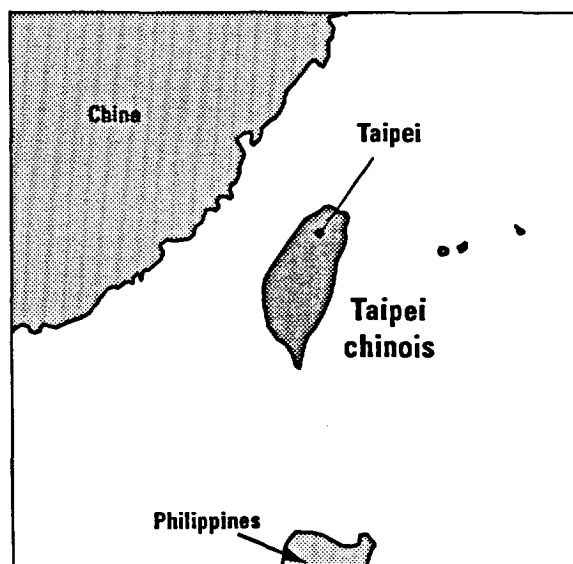
0,8 % (1996)

Principales langues

Mandarin, foukien

Principaux groupes religieux

Taoïstes (95 %), bouddhistes, confucianistes



RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Indice du développement humain de l'ONU (1996)

Le Taïpei chinois se classait 25^e sur 174 pays.
(Ne figure plus sur la liste.)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

294 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

4,9 % (est. 1998)

PIB par habitant

16 240 \$US (1998)

Taux d'inflation

1,1 % (1998)

Taux de chômage

3 % (1998)

Principales exportations

Machines, textiles, métaux, denrées alimentaires, bois

Principales importations

Machines, métaux, produits chimiques, pétrole, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

3,4 milliards de dollars (1997), en matériel mécanique et électrique, pièces pour tramways et véhicules ferroviaires, meubles, chaussures, jouets et articles de sport, plastique, vêtements, outils, articles en métal commun, matériel optique de précision

Principales importations du Canada

1,6 milliard de dollars (1997), en combustibles minéraux, pâte de bois, papier, matériel électrique, carton, produits agricoles, aliments transformés, services de lutte contre la pollution et de génie de l'environnement, matériel de transport et de télécommunications, matériel électronique de bord, produits de pointe, services de génie

BUREAU COMMERCIAL DU CANADA

M. David Mulrone, directeur
Bureau commercial du Canada, Taïpei chinois
365 Fu Hsing North Road, 13th Floor
Taïpei 10483
Taïpei chinois

Téléphone : (011-886-2) 2547-9500

Télécopieur : (011-886-2) 2712-7244

THAÏLANDE

Capitale : Bangkok

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

513 115 km²

Population

61,2 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

0,9 % (1997)

Principales langues

Thaï, chinois

Principal groupe religieux

Bouddhistes

DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Dirigeants

Le roi Bhumibol Adulyadej

Le premier ministre Chuan Leekpai

Ministre des Affaires étrangères

M. Surin Pitsuwan

Ministre du Commerce

M. Supachai Panitchpakdi

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

La Thaïlande se classe 67^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

116,1 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

-8 % (1998)

PIB par habitant

1 897 \$US (1998)

Taux d'inflation

8,1 % (1998)

Taux de chômage

5,3 % (1998)



Principales exportations

Textiles et vêtements, ordinateurs et pièces, appareils électriques, pierres précieuses et bijoux, produits de plastique

Principales importations

Matériel électrique et non électrique, carburants et lubrifiants, véhicules et pièces

Principales exportations vers le Canada

1,2 milliard de dollars (1998), en matériel électrique, chaudières et engins mécaniques, préparations de viandes et de fruits de mer, poissons et crustacés, vêtements

Principales importations du Canada

301,1 millions de dollars (1998), en matériel électrique et pièces, pâte de bois, engrais, sel, soufre, céréales

Aide publique du Canada au développement

12 millions de dollars (1997-1998)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Bernard Giroux, ambassadeur

Ambassade du Canada

Abdulrahim Place, 15th Floor

990 Rama IV Road

Bangkok 10500

Thaïlande

Téléphone : (011-66-2) 636-0540

Télécopieur : (011-66-2) 636-0565

VIETNAM

Capitale : Hanoi

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

329 560 km²

Population

78,1 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

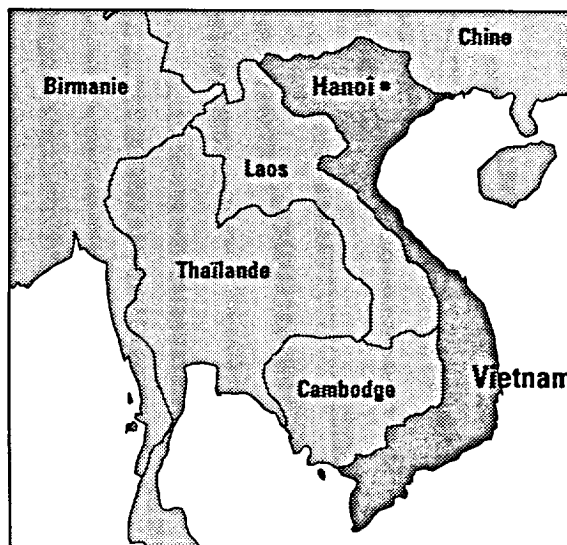
1,9 % (1997)

Principales langues

Vietnamien (officielle), français, anglais, khmer

Principaux groupes religieux

Bouddhistes (67 %), catholiques (8 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République socialiste

Institutions démocratiques

Assemblée nationale unicamérale

Dirigeants

Le président Tran Duc Luong

Le premier ministre Pham Van Khai

Ministre des Affaires étrangères

M. Nguyen Manh Cam

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Le Vietnam se classe 110^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

23,7 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

5,8 % (1998)

PIB par habitant

303 \$US (1998)

Taux d'inflation

8,7 % (1998)

Taux de chômage

Non disponible

Principales exportations

Pétrole brut, produits agricoles et forestiers, poisson et sous-produits du poisson, riz

Principales importations

Pétrole brut, machines, acier, engrais

Principales exportations vers le Canada

181,7 millions de dollars (1998), en chaussures, vêtements, café, thé, épices, maté, poisson, crustacés, articles en cuir

Principales importations du Canada

54,5 millions de dollars (1998), en engrais, pâte de bois, machines, produits pharmaceutiques, chaudières, céréales

Aide publique du Canada au développement

18 millions de dollars (1997-1998)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Cécile Latour, ambassadrice

Ambassade du Canada

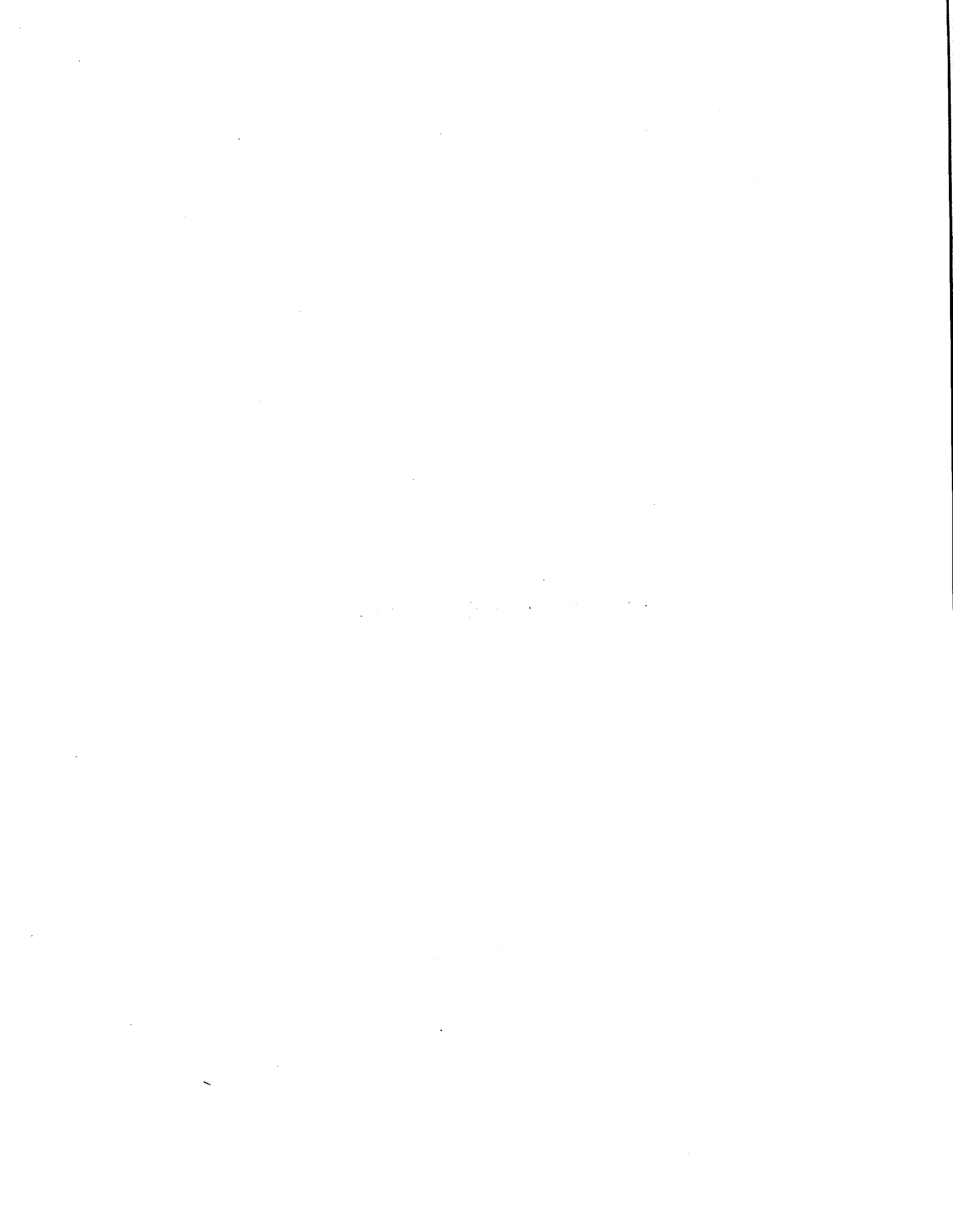
31, rue Hung Vuong

Hanoi

Vietnam

Téléphone : (011-844) 823-5500

Télécopieur : (011-844) 823-5351



Notices biographiques

Notices biographiques

Le premier ministre du Canada

M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord Canada; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976 et il est devenu vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, en tant que membre de l'opposition officielle, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle cette année-là, il est devenu officiellement chef de l'opposition.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, en 1993, année où le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, et s'est vu confier un deuxième mandat aux élections de 1997.

M. Chrétien a épousé M^{me} Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957. Ils ont trois enfants.

Le ministre des Affaires étrangères

M. Lloyd Axworthy

M. Lloyd Axworthy est né le 21 décembre 1939. Il a fait ses études au United College (maintenant l'Université de Winnipeg) et à l'Université Princeton, où il a reçu un doctorat en 1972.

Dans les années 60 et 70, il a enseigné les sciences politiques à l'Université de Winnipeg et y a dirigé l'Institute of Urban Studies.

En 1973, il a été élu député (libéral) de la circonscription de Fort Rouge à l'Assemblée législative du Manitoba; il a été réélu en 1977.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1979, M. Axworthy a été réélu dans la circonscription de Winnipeg-Fort Garry en 1980. De 1980 à 1984, il a été ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ministre responsable de la Situation de la femme et ministre des Transports.

De 1984 à 1992, M. Axworthy a occupé diverses fonctions, dont celles de porte-parole pour l'expansion industrielle régionale et la Commission canadienne du blé, de porte-parole suppléant pour les affaires extérieures, de porte-parole pour le commerce et de président du Groupe de travail du Parti libéral sur le commerce ainsi que du Comité du caucus libéral sur la politique économique.

Il a été nommé ministre des Affaires étrangères en 1996. Il avait auparavant occupé les postes de ministre du Développement des ressources humaines et de ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest.

M. Axworthy est marié à M^{me} Denise Ommaney. Ils ont trois enfants.

Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique)

M. Raymond Chan

Né à Hong Kong en 1951, M. Chan est arrivé au Canada en 1969 et est devenu citoyen canadien en 1974. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences appliquées en génie physique de l'Université de la Colombie-Britannique.

De 1977 à 1993, M. Chan a travaillé en tant qu'ingénieur au centre de recherche Triumf de l'Université de la Colombie-Britannique. Propriétaire de restaurant, il a également exploité deux petites entreprises de 1974 à 1989.

En 1989, M. Chan a fondé la Vancouver Society in Support of Democracy Movement et en a été le premier président. Il est aussi membre du Mandarin Lions Club et du Dragon Masters Toastmasters Club de Richmond.

M. Chan a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1993, puis réélu en 1997. Il représente la circonscription de Richmond, en Colombie-Britannique. M. Chan a été nommé secrétaire d'État (Asie-Pacifique) en 1993, et de nouveau en 1997.

M. Chan et sa femme, Maureen, ont deux enfants.

Notes

doc
CA1
EA
99S21
EXF



New Zealand 1999

Seventh Asia–Pacific Economic Leaders' Meeting

**Auckland, New Zealand
September 12–13, 1999**

Background Information

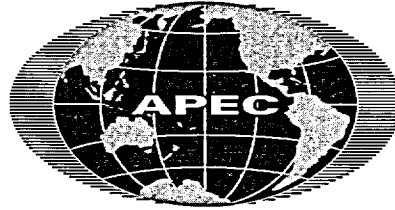
Canada

.b3545556 (E)
.b354557X (F)

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

NOV 19 2001

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère



New Zealand 1999

Seventh Asia-Pacific Economic Leaders' Meeting

Auckland, New Zealand
September 12-13, 1999

Background Information

625/0973(F)

625/0967(C)



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

Themes of the Seventh APEC Economic Leaders' Meeting	3
APEC Overview	7
Leaders' Statement, 1998	10

Fact Sheets

Australia	25
Brunei	26
Canada	27
Chile	28
China	29
Hong Kong, China	30
Indonesia	31
Japan	32
Korea, Republic of	33
Malaysia	34
Mexico	35
New Zealand	36
Papua New Guinea	37
Peru	38
Philippines	39
Russia	40
Singapore	41
Chinese Taipei	42
Thailand	43
United States	44
Vietnam	45

Biographies

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada	49
Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs	50
Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific)	51

General Information

Themes of the Seventh APEC Economic Leaders' Meeting

Leaders from 21 Pacific Rim economies will meet in Auckland, New Zealand, Sept. 12–13, for the seventh Asia–Pacific Economic Cooperation (APEC) economic leaders' meeting. The stability and growth of the Asia–Pacific region is of vital importance to the world economy and to Canada. Encouraged by signs of resumed growth in the region following the financial instability of 1997–98, leaders will gather to exchange views on the economic challenges facing the region and to provide direction to APEC's wide-ranging activities in support of trade and investment liberalization, and sustainable long-term growth and prosperity.

APEC provides its members with a valuable forum for managing the diverse challenges presented by globalization. This year, leaders will focus on three themes: expanding opportunities for business, strengthening markets, and broadening support for APEC.

In advance of the leaders' meeting, ministers of APEC economies will meet on Sept. 9 and 10, also in Auckland.

Expanding Opportunities for Business

APEC members share a commitment to reducing barriers to trade and investment, to maintaining a stable and predictable business environment, and to creating networking and partnership opportunities. APEC's initiatives in support of trade and investment liberalization and facilitation are designed to reach the vision set by leaders in Bogor, Indonesia, in 1994: free and open trade and investment in the APEC region no later than 2010 for developed economies and no later than 2020 for developing economies.

APEC and the World Trade Organization

APEC has played an important role throughout its existence in supporting and strengthening the open multilateral trading system. In 1998 in Kuala Lumpur, Malaysia, leaders called for early progress on broad-based multilateral negotiations in the World Trade Organization (WTO). Meeting in Auckland in June 1999, APEC ministers reaffirmed their support for including negotiations on industrial tariffs in the new round of global trade negotiations at the third WTO ministerial meeting in Seattle in the fall of 1999.

Ministers, who want to see all the world's economies taking part in the WTO, reaffirmed their commitment to accelerate negotiations for membership. To join, economies must agree to follow WTO rules and to open up their markets to other economies in a way that is commercially viable.

Individual Action Plans

Actions taken individually by APEC members are the principal means of achieving APEC's goal of free and open trade and investment by 2010 for developed economies and 2020 for developing economies. In accordance with the 1995 Osaka Action Agenda, each APEC member maintains an individual action plan, which is updated and reviewed regularly, describing measures taken in 15 specific areas. These individual action plans are available on the APEC Secretariat Web site (www.apecsec.org.sg).

Highlights of improvements to Canada's individual action plan for 1999 include reductions in average tariff rates on total imports from 1.1 per cent in 1997 to 0.9 per cent in 1998; further liberalization of the pharmaceutical sector and the elimination of tariffs on some 640 items effective July 1, 1999; continued elimination of virtually all tariff rates below two per cent; and legislation that permits foreign banks to establish specialized, commercially focused branches in Canada, effective June 28, 1999.

Collective Action Plans

APEC's collective action plans seek to improve trade and investment flows by lowering transaction costs for business through such measures as mutual recognition of standards, improved customs procedures, and greater mobility for business persons. For example, APEC members have several mutual recognition arrangements dealing with standards and with assessing conformity. Such arrangements relieve importers and regulators of the need to have their products retested and recertified before selling their products in a foreign economy. Collective action plans also commit APEC economies to achieving greater transparency, to collecting and sharing information, to developing policy and engaging in dialogue, to co-operating in technical fields, and to building their capacity for managing a range of issues.

Strengthening Markets

Competition Policy and Regulatory Reform

New Zealand, which chairs APEC for 1999, has identified the importance for economic stability and growth of open, transparent and well-governed markets in all APEC economies. In the wake of the Asian financial crisis, APEC members have acted to strengthen economic, financial and corporate governance. To ensure

and sustain growth in the region, APEC is working on a set of competition and regulatory reform principles to support the strengthening of markets.

Economic and Technical Co-operation

Enhancing economic and technical co-operation among members was a driving force behind the creation of APEC in 1989 and is essential to building capacity in APEC economies to meet the challenges of sustainable development and economic growth. Under the 1995 Osaka Action Agenda, an action plan was devised to structure economic and technical co-operation through work programs in areas such as energy, tourism, fisheries, transportation and telecommunications.

In 1996, ministers endorsed six priority themes for economic and technical co-operation: developing human resources; developing safe and efficient capital markets; strengthening economic infrastructure; harnessing technologies; safeguarding the quality of life through environmentally sound growth; and supporting small and medium enterprises. In Kuala Lumpur in 1998, leaders focused on developing human resources and harnessing technologies, and they directed ministers to develop a framework for the integration of women into APEC. Presently, APEC economies are co-operating in some 300 projects in the six priority areas, including initiatives aimed at alleviating the social impacts of the financial crisis.

Electronic Commerce

APEC is working toward a more predictable and consistent legal and regulatory environment that will allow all APEC economies to reap the benefits of electronic commerce (e-commerce). The forum is working to identify the needs of small and medium enterprises; reduce impediments to the introduction of e-commerce in the region; promote the public sector use of e-commerce for developing paperless systems; assess the impact of the Year 2000 problem; and look for options and identify opportunities for technical co-operation and capacity building.

Year 2000

The APEC leaders' meeting in Kuala Lumpur in 1998 identified the risk presented to the region by the Year 2000 (Y2K) problem. A symposium to examine the cross-border trade implications of Y2K was convened in Singapore in April 1999, co-sponsored by Canada, Japan and Singapore. The symposium reviewed APEC members' Y2K preparations, raised awareness of the trade facets of the Y2K challenge and compared best practices. As well, the symposium generated two initiatives: APEC networks of Y2K experts for key sectors of the economy and a new Y2K section within the APEC Web site. Canada prepared the latter for members seeking comprehensive and current sources of information and advice on Y2K.

In Auckland, APEC ministers will review Y2K preparations and contingency planning.

Broadening Support for APEC

APEC's ability to respond to the challenges and opportunities presented by globalization and to advance the goal of free and open trade and investment depends on broad public support. Canada maintains that the best means to enhance public support for continued trade liberalization is to engage a wide variety of organizations and experts in APEC's work. To this end, Canada has undertaken broad-based consultations on APEC and wider trade policy issues with a variety of organizations and industry stakeholders.

The Integration of Women in APEC

In Vancouver in 1997, APEC leaders highlighted the important role of women in economic development and directed that steps be taken to integrate women more effectively into the mainstream of APEC activities. A framework for the integration of women into APEC is expected to be endorsed by APEC ministers and leaders in Auckland. This initiative, in which Canada has played a leading role, has benefited from the support and involvement of the APEC women leaders' network, which has met annually since 1996.

APEC Business Advisory Council

The APEC Business Advisory Council brings together three business leaders from each APEC economy to develop annual recommendations. In Auckland, council members will meet with APEC leaders as part of their annual dialogue. This year the council will focus on several areas, including the APEC individual action plans; APEC's response to the financial crisis; electronic commerce; and the APEC food system, a comprehensive proposal aimed at building rural infrastructure, exchanging food-related technology, enhancing food security, and proceeding with agricultural trade and investment liberalization.

APEC Overview

The Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) forum was formed in 1989 in response to growing interdependence among economies in the region. Begun as an informal dialogue group with 12 members, APEC has become the main forum in the Asia-Pacific region for promoting freer trade and investment and for co-operating on economic growth and development.

APEC now includes all the major economies of the region. In 1997, APEC members accounted for 58 per cent of the world's gross domestic product and 46 per cent of world trade.

APEC's 21 members are Australia; Brunei; Canada; Chile; China; Hong Kong, China; Indonesia; Japan; Korea, Republic of; Malaysia; Mexico; New Zealand; Papua New Guinea; Peru; Philippines; Russia; Singapore; Chinese Taipei; Thailand; the United States; and Vietnam.

Annual meetings of ministers and leaders concentrate on a results-oriented dialogue on trade and investment liberalization and facilitation and technical co-operation.

The first APEC economic leaders' meeting in 1993, at Blake Island, near Seattle, adopted an economic vision statement aimed at achieving stability, security and prosperity for the people of the Asia-Pacific region.

In 1994, the second APEC economic leaders' meeting, in Bogor, Indonesia, resulted in the Bogor Declaration. It called for free and open trade and investment in the Asia-Pacific region by 2010 for industrialized economies and 2020 for developing economies through trade and investment liberalization and facilitation, along with economic and technical co-operation.

In 1995, the third APEC economic leaders' meeting, held in Osaka, Japan, resulted in the Osaka Action Agenda. A blueprint for implementing the Bogor Declaration, the Osaka agenda identified areas where APEC members would reduce barriers to trade and investment on both an individual and a collective basis. As a result, each member has developed an individual action plan outlining its commitments.

In 1996, at the fourth APEC economic leaders' meeting, in Manila, Philippines, leaders endorsed the Manila Action Plan for APEC. This plan included the individual action plans of all members. These plans specify what measures each member is taking in 15 specific areas, e.g., tariffs, non-tariff measures, services, government procurement, investment standards and intellectual property rights.

In Manila, leaders also endorsed the Ministerial Framework for Economic Co-operation and Development, which outlined six priorities for APEC's economic and technical co-operation agenda: developing human resources through training, education and skills development; fostering safe and efficient capital markets; strengthening economic infrastructure; harnessing technologies of the future; promoting environmentally sound growth; and encouraging the growth of small and medium enterprises. Leaders also directed that APEC's activities have a greater focus on people-to-people links, including women, academics, small business and youth.

The fifth APEC economic leaders' meeting was held in Vancouver in 1997. Leaders called for a vision for the 21st century that would connect the APEC community in a number of areas. These included infrastructure, electronic commerce, science and technology, sustainable development, climate change and emergency preparedness. As well, the vision would connect people of Asia-Pacific by extending APEC's dialogue to include all sectors of society. Leaders also endorsed the Vancouver Framework for Enhanced Public-Private Partnership for Infrastructure Development.

APEC leaders also agreed in Vancouver to accelerate trade liberalization in 15 sectors: energy, environmental goods and services, fish and fish products, forest products, medical equipment and instruments, toys, gems and jewelry, chemicals, telecommunications, rubber, fertilizers, automotive, food, oil seeds, and civil aircraft.

The sixth APEC economic leaders' meeting, held in Kuala Lumpur, Malaysia, in 1998, focused on reaffirming confidence in the strong economic fundamentals and prospects for recovery in the region. Leaders agreed to a co-operative growth strategy to address the financial crisis. They pledged efforts to strengthen social safety nets, financial systems, trade and investment flows, the scientific and technological base, the development of human resources, the economic infrastructure, and business and commercial links.

Structure

The chair of APEC rotates yearly among its members. The APEC chair hosts the annual meetings of ministers and, since 1993, of leaders. Senior officials meet throughout the year to develop recommendations and to ensure follow up.

APEC has three main committees: the Committee on Trade and Investment; the Economic Committee; and the Budget and Management Committee. A senior officials' subcommittee is responsible for overseeing the economic and technical co-operation work program. APEC also has nine sectoral working groups and several ad hoc groups addressing issues such as agricultural technical

co-operation, small and medium enterprises, and environment and sustainable development. The working groups promote practical co-operation among members to build capacity in areas such as transportation, fisheries, energy, trade promotion, telecommunications and human resources development.

To support APEC's activities, a permanent secretariat was established in Singapore in 1993. Its staff of 40 professionals provides direct administrative and co-ordination support for all APEC forums. It also administers the APEC central fund, which supports projects approved by ministers and leaders.

In 1995, APEC leaders created the APEC Business Advisory Council in order to have a direct channel for advice. Canada has three representatives on this council. The council meets annually with leaders to discuss its recommendations.

Leaders' Statement, 1998

APEC Economic Leaders' Declaration: Strengthening the Foundations for Growth Kuala Lumpur, Malaysia 18 November 1998

1. We, the Economic Leaders of APEC, meeting in Kuala Lumpur on 18 November 1998, renew our resolve toward creating a prosperous Asia-Pacific community where economic disparities among our peoples will be bridged by strengthening the foundations of our economies for growth, providing the environment necessary for the efficient flow of trade, investment and technology and by enhancing the capacities of our economies to participate and benefit fully from liberalisation.
2. Our meeting in Kuala Lumpur takes place at a critical time. We need to deal urgently with the financial crisis which has spread beyond the APEC region. It has resulted in far reaching social costs, with the affected economies experiencing rising unemployment and falling real incomes, setting back decades of progress achieved in eliminating poverty and increasing education opportunities, as well as access to basic health and infrastructure facilities. We are resolved to work together to support an early and sustained recovery in the region, to contain the risks of contagion and prevent the possibility of a global recession.
3. We reaffirm our confidence in the strong economic fundamentals and prospects for recovery for the economies of the Asia Pacific. We believe our emphasis on prudent, growth-oriented macroeconomic policies, strengthened financial institutions and markets, trade and investment liberalisation, and capacity building are cornerstones for renewed and sustainable growth. In particular, our emphasis on "Capacity Building" across the broad range of APEC activities this year is particularly relevant in addressing the challenges confronting the region during this time. APEC's emphasis on human resources development, including skills development, technological upgrading, infrastructure improvements and wider outreach to SMEs will strengthen our resilience and capability in overcoming these challenges and restoring stability and confidence to the region.

APEC – Key Challenges

Challenges of the Financial Crisis

4. Since we met in Vancouver in November last year, the outlook for the global economy has weakened considerably. The regional financial crisis has had economic and social aftershocks more severe than earlier anticipated and similar problems have appeared in other parts of the world.

Nevertheless, there have been several encouraging developments in our economies and in the international financial system in recent months. The progress made by Indonesia, Korea, Philippines and Thailand in the implementation of strong reform programmes, backed by an unprecedented degree of financial cooperation and support from the international community, has resulted in a substantial degree of financial stability, thereby laying the foundation for recovery in the APEC economies most directly affected by the crisis. In these economies:

- Exchange rates have remained relatively stable, and have strengthened in many of these economies over the past several months. This has permitted substantial reductions in nominal interest rates to levels which, in some cases, are below those prevailing before the crisis.
- Fiscal policies have been adjusted with support from the IFIs to allow increased spending to support demand and employment.
- The initial acceleration in inflation that accompanied devaluation has been contained to moderate levels in most emerging Asian economies, and the rate of inflation is now decelerating across the region.
- Short-term external debt burdens have been reduced and reserves have begun to be replenished in many economies.
- Current account balances have moved into surplus, although most of the adjustments have come from reduced imports.
- Output declines have been more extensive than many had anticipated, but are now moderating.
- Several other economies including Indonesia, Korea, and Thailand, have made impressive efforts to strengthen and restructure their respective corporate and financial sectors.

5. In China, interest rates have been eased and an expansionary fiscal package is being implemented to further stimulate economic growth. Maintenance of the renminbi exchange rate has provided an important anchor to help secure regional financial stability.
6. In recent weeks, these developments have been reinforced by:
 - the reduction of short-term interest rates in a number of industrialised economies;
 - Japan's commitment of substantial public resources to strengthen its financial system. The authorities have made clear their intention that the essential swift and effective action in the banking sector, including the recapitalisation of banks, with appropriate conditions, will be taken as a matter of urgency. This action, together with a sustained boost to domestic demand is key to the restoration of market confidence and growth not just in Japan but in the whole Asian region;
 - the progress made toward providing additional resources to the IMF; and
 - the G-7's agreement to support the establishment of a new IMF facility to deal with contagion by providing a precautionary line of credit for economies with sound policies supported by the IMF.
7. But important challenges remain. To meet these challenges, **we are committed to pursuing a cooperative growth strategy** with the following dimensions:
 - Growth-oriented prudent macroeconomic policies, appropriate to the specific requirements of each of our economies;
 - Expanded financial assistance from the international community to generate employment and to build and strengthen social safety nets to protect the poor and vulnerable;
 - A comprehensive programme of support for efforts to strengthen financial systems, restore trade finance, and accelerate corporate sector restructuring;
 - New approaches to catalyse the return of stable and sustainable private capital flows into the region;
 - A renewed commitment to the Bogor goals of achieving free and open trade and investment within APEC; and

- Looking toward the longer-term, urgent work among ourselves and with other economies and institutions to develop and implement measures to strengthen the international financial system.

In this context, we welcome Japan's proposed financial package of US\$30 billion to support economic recovery efforts in Asia. We also welcome the multilateral initiative to revitalise private sector growth announced this week by Japan and the U.S. in conjunction with the Asian Development Bank and the World Bank. We believe these initiatives will significantly aid our joint efforts to promote recovery and growth in the region and we look forward to their early implementation.

Growth-oriented Macro Policies

8. Each APEC economy has a role to play in accelerating recovery in the region by directing policies with the objective of maintaining or achieving robust growth, contributing to a supportive external environment, and keeping markets open.
 - The major industrialised economies need to **create or sustain conditions for strong domestic demand-led growth.**
 - For the APEC economies most directly affected by the crisis, it is important to continue and accelerate structural reforms within a **framework of prudent, growth-oriented macroeconomic policies.**
 - Other economies in the region where growth may be moderate or slowing also need to continue efforts to implement appropriately stimulative macroeconomic policies which maintain financial stability and sound levels of domestic savings, while also working to **address financial sector reforms in ways that build investor confidence.**

International Support for Employment and Social Safety Nets

9. We note that the financial crisis has resulted in far reaching social costs. In addition to rising unemployment, and falling real incomes, the financial crisis could lead to a substantial increase in poverty in the most seriously affected economies. We therefore endorse the greater flexibility of IMF programmes, and welcome efforts by the World Bank to triple and the ADB to double their social sector lending.

Financial and Corporate Sector Restructuring

10. Revitalising the private sector by helping to recapitalise financial institutions, addressing companies' heavy debt burdens, and restoring their access to trade and working capital financing are critical to achieving renewed economic growth in the economies most severely affected by the crisis.

In this regard, we will encourage financial and corporate sector restructuring through mechanisms to:

- **mobilise additional assistance to support implementation of accelerated financial and corporate sector restructuring, including through use of multilateral development bank guarantees and other innovative mechanisms;**
- **increase the availability of working capital and trade finance, including through cooperative efforts between export credit and insurance agencies and between such bilateral institutions and the multilateral development banks;**
- **support efforts to mobilise significant private sector equity capital and investment to help distressed companies and financial institutions in the APEC region successfully restructure both their finances and their operations; and**
- **review and, in line with the respective circumstances, remove regulatory and legal impediments to the ability of private financial institutions to participate constructively in the restructuring of the debts of private sector borrowers, while encouraging export credit and insurance agencies to play a more catalytic role in encouraging such restructuring.**

Catalysing Private Capital Flows

11. In order for the region to fully recover from the crisis, we must be able to attract growth-enhancing, stable capital flows into the region. The increased risk aversion by investors as well as by major private financial institutions has led to a sharp reduction in the flow of capital into East Asian and other emerging market economies without respect to the diversity of prospects among the economies and their long-term growth potential. In response to this challenge, we support **efforts by the multilateral development banks to use innovative financial instruments to help catalyse and leverage private sector capital flows.**

In light of the concerns expressed about the role of the recent performance of the international credit rating agencies, we call for a review of their practices to promote greater effectiveness and to contribute to sustainable capital flows.

In particular, we also need to strengthen the preparedness of our own domestic financial systems to withstand the potentially destabilising impact of short-term flows and to ensure the allocation of long-term capital to productive uses.

Strengthening the International Financial Architecture

12. While our immediate priority must be to mitigate the adverse social impacts of the crisis and to restore financial stability and economic growth, we must **strengthen the international financial architecture** so as to better prevent future financial instability and to resolve crises more effectively when they occur. We agree that now is the time to effect changes aimed at strengthening the international financial system, so as to capture the full benefits of international capital flows and global markets, while minimising the risk of destructive disruptions. We fully agree that strengthened global arrangements are important to enable us to benefit from increased globalisation while avoiding the difficulties many of our members are currently facing.

In particular, we welcome and support the establishment of the new IMF facility for a precautionary line of credit for economies with sound policies supported by the IMF that are threatened by contagion.

The close collaboration and participation of the industrialised economies and the emerging market economies are vital to the success of these efforts to strengthen the international financial system. APEC has already played a major role in this regard notably in promoting improvements in the international community's ability to respond to crises, through instruments such as the IMF's Supplemental Reserve Facility. We pledge to continue such collaboration.

Challenges to Trade and Investment Liberalisation and Facilitation

13. The expansion of trade and investment remain essential elements of our economic recovery and we reiterate the need for liberal and open markets and an enabling environment for investment. We consider it particularly important that in the current circumstances, early progress be made on broad-based multilateral negotiations in the WTO, achieving an overall balance of interests of all members.

We reaffirm our commitment to uphold and strengthen the multilateral trading system to ensure fair rules and benefits for all. We urge the prompt accession to the WTO of applicants in accordance with WTO rules, with a view toward achieving the universality of WTO membership.

Challenges to Economic and Technical Cooperation

14. Given APEC's diversity and differing levels of development, globalisation and liberalisation must be complemented by initiatives that build confidence and increase capacity to benefit fully from these processes in order to narrow the disparities in income and wealth. Such initiatives will not only strengthen systemic capacities but will also support APEC's liberalisation and facilitation efforts. The challenge will be to continue to achieve a balance in all three pillars of APEC cooperation to ensure sustained economic growth and development. Economic and technical cooperation has acquired added urgency in the wake of the financial crisis.

Key Achievements in 1998

15. We in APEC have continually given emphasis to result and outcome-oriented individual and cooperative efforts through the APEC approach. As we move into the third year of implementation after Subic and Vancouver, we note the substantial achievements made in advancing APEC cooperation in our trade and investment liberalisation and facilitation agenda as well as progress in capacity building efforts on economic and technical cooperation.
16. We have reflected on the progress and the results achieved throughout the year as reported to us by our Ministers and we express satisfaction in fulfilling the tasks we set for ourselves when we last met in Vancouver. We welcome the outcomes of the various sectoral Ministerial Meetings held throughout the year and direct APEC fora to follow up on the recommendations.
17. Toward realising the goal of free trade and investment in the region in accordance with the principles of the Osaka Action Agenda, **we pledge to continue improvements and implementation of our Individual Action Plans (IAPs).**
18. We commend the work of our Ministers to facilitate the flow of goods, resources, capital and technology amongst our economies. We will improve the facilitation process to promote efficiency and cost reduction through strengthening members' capacities, including adopting policies to harness the potential of new technologies.

19. **We welcome the progress achieved on the EVSL package of nine sectors.** We instruct Ministers of participating economies to implement the agreement reached on these sectors and further advance work on the remaining six sectors, demonstrating our commitment to the liberalisation process amidst the financial crisis in the region.
20. We affirm that progressing all three pillars of cooperation in APEC will strengthen the foundations for further growth. We commend progress in the priority areas of human resources development and harnessing technologies of the future. We note the improvements in the management of the economic and technical cooperation process including the work underway in infrastructure and sustainable development. **We instruct Ministers to give further focus to strengthen coordination in ECOTECH activities and intensify work in the priority areas.** We believe the contribution of the business/private sector in ECOTECH activities will enhance and strengthen our efforts to advance the economic and technical cooperation agenda and welcome ABAC's commitment in this area through the Partnership for Equitable Growth (PEG).
21. As the APEC community enters into its tenth year of cooperation, we recognise the need to review its activities, structure and mechanisms in order to ensure that APEC delivers focused and outcome-oriented results in the most effective and efficient manner. We observe the proliferation of APEC fora and meetings and endorse work to further streamline the APEC management process. **We instruct Ministers to complete the review of the APEC process by 1999 and for implementation of measures in 2000.**
22. We recognise that the involvement of the business/private sector is an important feature of APEC work and endorse its broader participation in APEC activities. We direct Ministers to enhance business/private involvement, within existing guidelines, in relevant APEC activities. We welcome efforts to improve business mobility through the APEC Business Travel Card scheme and the collective commitment to expand the availability of multiple entry visas or permits to business travellers. We also welcome the recommendations by ABAC and instruct our Ministers to study ABAC's proposals, including the APEC Food System.

Strengthening the Foundations for Sustained Growth into the 21st Century

23. We are firmly resolved to strengthen social safety nets, financial systems individually and globally, trade and investment flows, the scientific and technological base, human resources development, economic infrastructure, and business and commercial links so as to provide the base and set the pace for sustained growth into the 21st century.

Strengthening Social Safety Nets

24. Given the ramifications of the crisis and the importance of addressing social vulnerabilities, we agree that as a matter of high priority, APEC should intensify efforts to address the social impacts of the crisis. In particular, we direct our Ministers to work with the World Bank, the ADB, the Inter-American Development Bank and, where appropriate, public and private institutions to formulate **strategies of concrete actions aimed at strengthening social safety nets**. We look forward to receiving a report at our next meeting.

Strengthening Financial Systems Individually and Globally

25. We recognise that the development and strengthening of the financial system is fundamental to the realisation of APEC's goal of free and open trade and investment by the years 2010/2020.

We welcome the work undertaken in several fora to strengthen the international financial system and in particular take note of the proposals made to improve transparency and accountability; to strengthen national financial systems and market infrastructure; and to improve co-ordination and involvement of the private sector in the prevention and orderly resolution of international financial crises. We believe that there would be considerable value in continuing this work in a process involving both industrialised and emerging markets' economies. We agree that a forum such as an expanded G22 would be appropriate for this purpose. **We also call on our Finance Ministers to develop, on an expedited basis, measures to implement these proposals.** We ask for a report at our next meeting on the outcomes of such deliberations within APEC and elsewhere.

We attach special urgency to examine the scope for strengthened prudential regulation of financial institutions in industrialised economies to promote safe and sustainable capital flows, to encourage sound analysis and better risk assessment; to examine the questions of appropriate transparency and disclosure standards for private sector financial institutions involved in international capital flows, such as investment banks, hedge funds and other institutional investors; and to examine the implications of operations of highly leveraged and off-shore institutions. We call for the early establishment of a task force including the systemically significant economies to develop practical proposals in these areas. We also call for work to proceed immediately in an appropriately constituted international working group on improved crisis management including orderly debt workout arrangements with the private sector. These proposals can be discussed in the forum for endorsement at the leaders' level and subsequent implementation.

26. The financial instability in Asia underscores the importance of developing strong, resilient and well-regulated domestic financial markets within the framework of a stable international financial system. We therefore call for the adoption by member economies of internationally recognised principles for enhancing supervision of banking systems and securities markets. Among these are the Basle Principles on Effective Banking Supervision and those of the International Organisation of Securities Commissions. In this connection, we welcome work by our Finance Ministers and Central Bank Governors to explore ways to assess the adequacy of and to help reinforce efforts to strengthen financial supervisory regimes in member economies, including by identifying ways to record in APEC their progress in adopting international standards/codes/best practices. We look forward to a report at our next meeting on both these directives.

We also **direct our Finance Ministers** to look for **innovative ways to promote the recovery of capital flows into the region**, including through partnerships among member economies, the private sector and collaborative efforts with the World Bank, the ADB and other multilateral institutions. We look forward to concrete results at our next meeting.

27. We record our satisfaction with the progress made by our Finance Ministers in promoting the Cebu collaborative initiatives to develop strong, resilient and stable financial and capital markets in our region and we look forward to regular updates on the implementation of these initiatives at the individual and regional level. We endorse the move by our Finance Ministers to address the need for freer and stable capital flows into the region and in this regard direct our Finance Ministers to incorporate the useful lessons of the past 18 months as they endeavour to develop a pragmatic Voluntary Action Plan as well as formulate appropriate guidelines for monitoring capital flows, including short-term flows.
28. We commend increased efforts to assist crisis-affected regional economies develop sufficient capacity to rebuild their economies and overcome current difficulties. We welcome the Australian **initiative on Economic Governance Capacity Building** and the areas proposed for enhanced capacity building joint activities. We also welcome the Singapore initiative which will provide technical assistance programmes at the IMF-Singapore Regional Training Institute and in collaboration with other interested partners and institutions. We encourage economies to pursue such capacity building initiatives.
29. We are agreed on the importance of improving economic transparency and predictability at the national and international levels. Therefore, we **welcome a new collaborative initiative** agreed by Finance Ministers at

Kananaskis to examine ways of **strengthening corporate governance** in the region. We also welcome a new initiative on the development of domestic bond markets. We applaud the initiative of the Financiers Group to create private sector training and education programmes for financiers across the APEC region, which we believe will complement the effort of the member economies in this area. We direct our Finance Ministers to focus efforts on advancing progress on all these initiatives and look forward to a report on concrete outcomes at our next meeting.

Strengthening Trade and Investment Flows

30. We welcome further efforts to strengthen trade and investment flows in the region. These include work on competition policy and regulatory reforms as well as rapid implementation of measures to further enhance an environment conducive for trade and investment flows. In this regard we welcome the adoption of the menu of options and measures on investment and Korea's initiative to host an APEC FDI Mart in Seoul in June 1999.

We note that knowledge-based industries and tourism have considerable potential to contribute to growth and development in the next century. We recognise the need for efforts to maximise the contribution of these sectors to the prosperity of APEC economies.

Strengthening the Science and Technological Base

31. **We endorse the 1998 APEC Agenda for Science and Technology Industry Cooperation into the 21st century** which will facilitate our vision of enhancing APEC's ability to harness technologies for the future and catalyse the development of strong sustainable regional science and technology networks and partnership. We take note of the principles, mechanisms and areas for joint actions set out therein and instruct Ministers to undertake due efforts to implement the agenda. We welcome the establishment of the China APEC Science and Technology Industry Cooperation Fund.

Strengthening Human Resources Development

32. We reiterate our common belief that human resources development is a key and integral factor to the realisation of all efforts toward a capacity for sustained growth in the economies of the Asia-Pacific into the 21st century. We have made a commitment to a framework to advance human resources development across the entire spectrum of our work plan. **We therefore endorse the attached 1998 Kuala Lumpur Action Programme on Skills Development in APEC** as a significant inroad into public-business collaborative partnership in skills development. This

programme recognises the value of the contribution of the business sector and underscores APEC's continued broadening of its outreach to the business community. We welcome the initiatives of member economies and further instruct Ministers to undertake concerted efforts toward the implementation of this Action Programme. In this regard, we welcome Singapore's technical assistance for the training of health-care professionals in the region.

We support continued efforts to further the role of women in the APEC process. To this end, we instruct Ministers to develop a **Framework for the Integration of Women in APEC**.

Strengthening the Economic Infrastructure

33. We reaffirm that strengthening the capacity of our economic infrastructure is an essential component toward the realisation of our goals of sustainable and equitable growth and development throughout the APEC community. We commend in particular commitment given throughout 1998 to further strengthen and develop economic infrastructure. We welcome the Natural Gas Initiative approved by the Energy Ministers at Okinawa. We acknowledge the progress that is ongoing in the implementation of the Vancouver Framework for Enhanced Public-Private Partnerships in Infrastructure Development. We welcome progress being made in advancing the initiative of creating the Asia-Pacific Information Society and endorse work to further advance the development of the Asia-Pacific Information Infrastructure (APII).

We reiterate our commitment to advance sustainable development across the entire spectrum of our workplan including cleaner production, protection of the marine environment and sustainable cities. **We endorse the joint actions to be launched in the areas of food, energy and the environment** in relation to the economic and population growth of the APEC community. We instruct that Ministers undertake efforts to develop the implementation of these joint actions. We commend the initiative of Ministers in establishing the **APEC Framework for Capacity Building Initiatives on Emergency Preparedness**, which seeks to foster cooperation in longer-term capacity building in preventive and responsive measures for unexpected natural emergency disasters.

Strengthening Business and Commercial Links

34. SMEs are a major stakeholder in APEC comprising over 95 percent of all enterprises, employing up to 80 percent of the workforce and contribute 30 to 60 percent of the GNP of APEC economies. We stress the importance of harnessing and increasing the potential for SMEs to contribute to

growth and development in the region. We commend Ministers for producing the **Integrated Plan of Action for SME Development (SPAN)** that sets out the blueprint of strategic directions for both enterprise and entrepreneur development through individual and collective actions. We instruct Ministers to focus on further developing and strengthening the dynamism of SMEs and to give priority to the implementation of joint actions of the SPAN and encourage economies to adopt individual actions to strengthen the development of SMEs. We look forward to receiving more concrete outcomes at our next meeting.

35. We commend Ministers for formulating the **APEC Blueprint for Action on Electronic Commerce** containing broad themes and cooperative activities for the promotion and development of electronic commerce in the region. We recognise that the Y2K problem has the potential to cause significant economic, trade and financial disruption. We agree that all economies need to enhance awareness and implement necessary measures to resolve this problem on an accelerated basis.

We are confident that APEC, bound together by our commitment to our goals and our resolve to strengthen the foundations for growth, will meet the challenges of the 21st century.

Fact Sheets

AUSTRALIA

Capital: Canberra

GEODATA

Area

7,682,300 km²

Population

18.7 million (1998)

Population growth rate

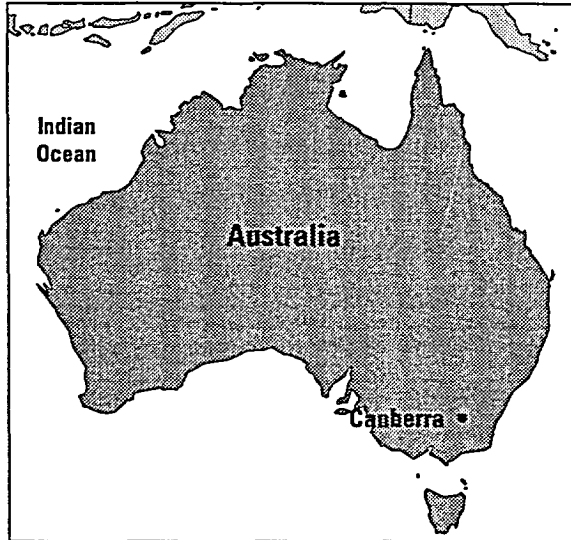
0.9% (1998)

Major language

English

Major religious groups

Anglican (26%), Protestant (25%),
Roman Catholic (25%), other (24%)



POLITICAL DATA

Type of government

Federal parliamentary state

Democratic institutions

Bicameral parliament

Leader

Prime Minister John Howard

Minister for Foreign Affairs

Alexander Downer

Minister for Trade

Mark Vaile

UN Human Development Index (1999)

Australia ranks 7th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$360.1 billion US (1998)

GDP growth rate

4.8% (1998)

GDP per capita

\$19,721 US (1998)

Inflation rate

1.6% (March 1999)

Unemployment rate

7.3% (March 1999)

Main exports

Wheat, barley, beef, lamb, dairy products, wool, coal,
iron ore, machinery, transport equipment

Main imports

Fabricated materials, machinery and transport
equipment, computers and office equipment,
consumer goods, petroleum products

Main exports to Canada

\$1.3 billion (1998), including inorganic chemicals,
rare earth metals, sugars, meat, iron and steel, ores,
slag, ash

Main imports from Canada

\$959 million (1998), including vehicles (not railway),
electrical machinery, wood, aircraft, spacecraft

CANADIAN REPRESENTATIVE

Brian Schumacher, High Commissioner

The Canadian High Commission

Commonwealth Avenue

Canberra, ACT 2600

Australia

Phone: (011-61-2) 6273-3844

Fax: (011-61-2) 6270-4069

BRUNEI

Capital: Bandar Seri Begawan

GEODATA

Area

5,765 km²

Population

305,100 (1997 est.)

Population growth rate

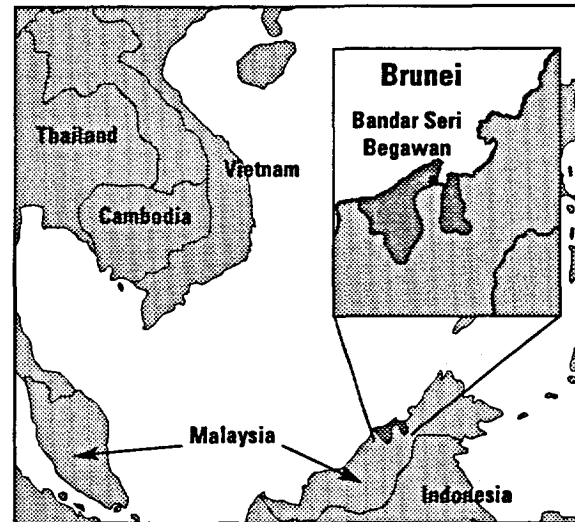
2.6% (1997 est.)

Major languages

Malay, English, Chinese

Major religious groups

Muslim (63%), Buddhist (14%), Christian (8%), other (15%)



POLITICAL DATA

Type of government

Sultanate (monarchy)

Democratic institutions

No parties, no elections

Leader

Sultan and Prime Minister Sir Hassanal Bolkiah
Mu'izzadin Waddaulah

Minister of Foreign Affairs

Prince Mohamed Bolkiah

Minister of Industry and Primary Resources

Pehin Dato Awang haji Abdul Rahman

UN Human Development Index (1999)

Brunei ranks 25th among 174 countries

Inflation rate

2.5% (1996)

Unemployment rate

4.8% (1994)

Main exports

Crude oil, natural gas, petroleum products

Main imports

Machinery and transport equipment, manufactured goods, foodstuffs

Main exports to Canada

\$500,000 (1998), including clothing and ceramic products

Main imports from Canada

\$2.4 million (1998), including vehicles, machinery, aircraft and parts

ECONOMIC DATA

GDP

\$4.9 billion US (1995)

GDP growth rate

2% (1995 est.)

GDP per capita

\$17,012 US (1995 est.)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Neil D. Reeder, High Commissioner

The Canadian High Commission

Britannia House, Suite 51-52

Jalan Cator

Bandar Seri Begawan BS8811

Brunei Darussalam

Phone: (011-673-2) 220043

Fax: (011-673-2) 220040

CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

Area

9,970,610 km²

Population

30.3 million (1998)

Population growth rate

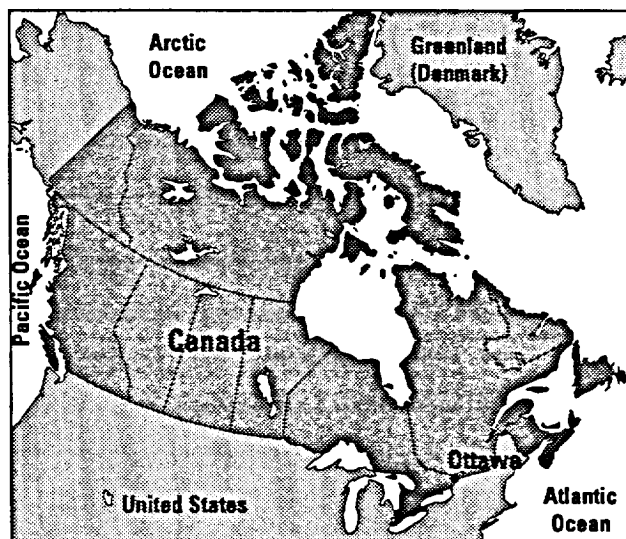
1% (1998)

Official languages

English, French

Major religious groups

Roman Catholic (46%), United Church (12%),
Anglican (8%), other (34%)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Democratic institutions

Federal state, bicameral parliament

Leader

Prime Minister Jean Chrétien

Minister of Foreign Affairs

Lloyd Axworthy

Minister for International Trade

Pierre Pettigrew

Minister of Finance

Paul Martin

UN Human Development Index (1999)

Canada ranks 1st among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$600.3 billion US (1998)

Real GDP growth rate

3.1% (1998)

GDP per capita

\$19,811 US (1998)

Inflation rate

0.9% (1998)

Unemployment rate

7.6% (June 1999)

Main exports

\$322.3 billion (balance of payments basis, 1998),
including transportation equipment, capital
equipment, pulp and paper, fuels, wood, minerals,
aluminum

Main imports

\$303.4 billion (balance of payments basis, 1998),
including transportation equipment, capital
equipment, electronics, plastics

CHILE

Capital: Santiago

GEODATA

Area

756,626 km²

Population

14.9 million (1998)

Population growth rate

7.1% (1997 est.)

Official language

Spanish

Major religious groups

Roman Catholic (89%), Protestant (11%)

POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Democratic institutions

Bicameral congress

Leader

President Eduardo Frei Ruiz-Tagle

Minister of Foreign Relations

José Miguel Insulza

Minister of Economy

Jorge Leiva

UN Human Development Index (1999)

Chile ranks 34th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$74.3 billion US (1998 est.)

GDP growth rate

3.5% (1998 est.)

GDP per capita

\$5,139 US (1998)

Inflation rate

3.5% (1998 est.)

Unemployment rate

7.1% (1997)



Main exports

Copper, wood products, fish and fish meal, fruits, nuts, raw materials, textiles, industrial products

Main imports

Capital goods, spare parts, raw materials, petroleum, foodstuffs

Main exports to Canada

\$360.3 million (1998), including fruit (grapes) and nuts, wine, flour, vegetables, fish meal, fish and crustaceans, minerals, iron and steel

Main imports from Canada

\$337.3 million (1998), including cereals, coal briquettes, telephone apparatus, machinery, ores, slag, mineral fuels, vehicle parts and accessories, salt, pulp and paper

CANADIAN REPRESENTATIVE

Lawrence D. Lederman, Ambassador

The Canadian Embassy

Nueva Tajamar 481

Torre Norte, Piso 12

Santiago, Chile

Phone: (011-56-2) 362-9660

Fax: (011-56-2) 362-9664

CHINA

Capital: Beijing

GEODATA

Area

9,596,961 km²

Population

1.26 billion (1998)

Population growth rate

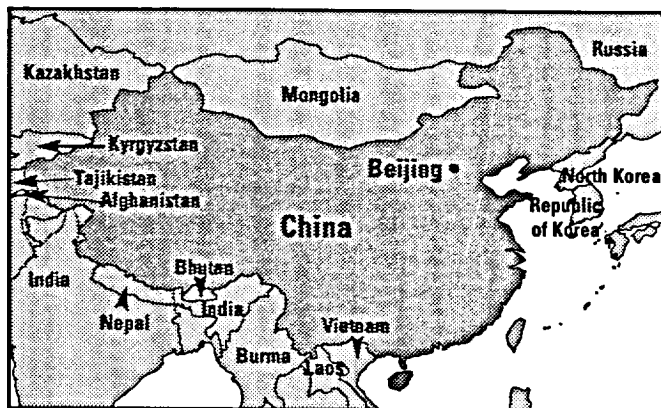
1% (1998)

Official language

Mandarin Chinese

Major religious groups

Taoist, Buddhist, Islamic, Christian



POLITICAL DATA

Type of government

One party socialist republic

Leaders

President Jiang Zemin

Premier Zhu Rongji

Minister of Foreign Affairs

Tang Jiaxuan

Minister of Foreign Trade and Economic Co-operation

Shi Guangsheng

UN Human Development Index (1999)

China ranks 98th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$963.4 billion US (1998)

GDP growth rate

7.8% (1998)

GDP per capita

\$772 US (1998, urban)

Inflation rate

-0.8% (1998, year-on-year change)

Unemployment rate

3% (1998, urban)

Main exports

Electrical machinery, machinery, woven apparel, knit apparel, footwear, toys and sports equipment

Main imports

Electrical machinery, machinery, plastic, mineral fuel oil, iron and steel

Main exports to Canada

\$7.6 billion (1998), including electrical machinery, toys, games and sports equipment, apparel, mechanical equipment

Main imports from Canada

\$2.4 billion (1998), including cereals, electrical machinery, wood pulp, fertilizers, mechanical equipment

Canadian official development assistance

\$49 million (1997-98) (bilateral disbursement)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Howard Balloch, Ambassador

19 Dongzhimenwai Dajie

Chaoyang District

Beijing 100600, China

Phone: (011-86-10) 6532-3536

Fax: (011-86-10) 6532-4072

HONG KONG, CHINA

GEODATA

Area

1,072 km²

Population

6.7 million (1998)

Population growth rate

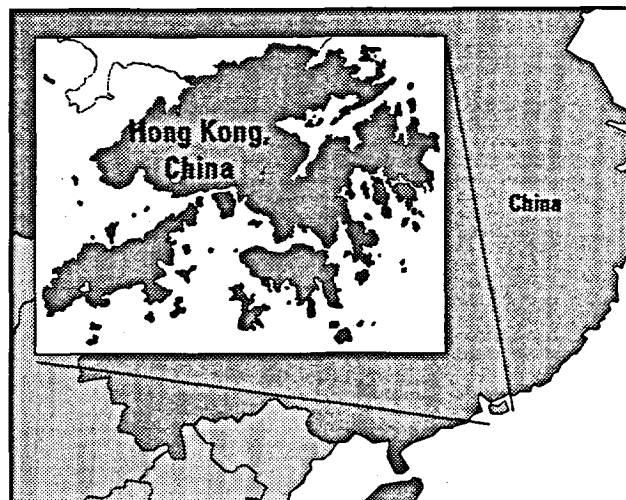
1.9% (1996 est.)

Official languages

English and Cantonese

Major religious groups

Christian, Buddhist, Confucian, Taoist



POLITICAL DATA

Type of government

The Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China

Leader

Chief Executive Tung Chee-Hwa

UN Human Development Index (1999)

Hong Kong ranks 24th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$167 billion US (1998)

GDP growth rate

-5% (1998)

GDP per capita

\$25,035 US (1998)

Inflation rate

0.5% (1998)

Unemployment rate

6.5% (1998)

Main exports

Clothing, textile yarns, electronic products, watches and clocks, toys

Main imports

Raw materials, meats and other food products, textile yarns, fabric, machinery, transportation equipment

Main exports to Canada

\$1.2 billion (1998), including apparel and clothing, electrical equipment, mechanical equipment, clocks, watches, toys, games and sports equipment

Main imports from Canada

\$1.4 billion (1998), including precious metals, electrical equipment, paper and paperboard, wood, food products

CANADIAN REPRESENTATIVE

Colin Russel, Consul General
Consulate General of Canada
11-14th Floors, Tower I
Exchange Square
Central, Hong Kong

Phone: (011-852) 2847-7414

Fax: (011-852) 2847-7441

INDONESIA

Capital: Jakarta

GEODATA

Area

1,948,732 km²

Population

210 million (1999 est.)

Population growth rate

1.5% (1998)

Major languages

Bahasa Indonesia (Malay), English, Dutch, indigenous

Major religious groups

Muslim (80%), Christian, Hindu

POLITICAL DATA

Type of government

Presidential republic

Democratic institutions

Unicameral parliament

Leader

President B. J. Habibie

Foreign Minister

Ali Alatas

Minister of Trade and Industry

Rahardi Ramelan

UN Human Development Index (1999)

Indonesia ranks 105th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$125 billion US (1998)

GDP growth rate

-13.7% (1998)

GDP per capita

\$600 US (1998)

Inflation rate

8% (1998)



Unemployment rate

17% (1998)

Main exports

Crude oil and products, textiles and garments, wood and wood products, natural gas, rubber and rubber products, shrimp

Main imports

Machinery and transport equipment, manufactured ether, chemicals, raw materials, fuel and lubricants, foodstuffs, drinks, tobacco

Main exports to Canada

\$921.7 million (1998), including clothing, textiles, footwear, wood products, rubber and rubber articles, electrical machinery, animal and vegetable oils

Main imports from Canada

\$544.6 million (1998), including cereals, pulp and paper, plastics, mineral fuels and oil, salt, sulphur, mechanical machinery, boilers

Canadian official development assistance

\$26.4 million (1997-98)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ken Sunquist, Ambassador

The Canadian Embassy

Wisma Metropolitan 1, 5th Floor

Jalan Jendral Sudirman Kav. 29

Jakarta 12920, Indonesia

Phone: (011-62-21) 525-0709

Fax: (011-62-21) 571-2251

JAPAN

Capital: Tokyo

GEODATA

Area

377,847 km²

Population

126.5 million (1998 est.)

Population growth rate

0.3% (1998 est.)

Major language

Japanese

Major religious groups

Buddhist, Shinto

POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Democratic institutions

Bicameral parliament

Leaders

Emperor Akihito

Prime Minister Keizo Obuchi

Minister of Foreign Affairs

Masahiko Kohmura

Minister of Finance

Kiichi Miyazawa

UN Human Development Index (1999)

Japan ranks 4th among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$3.8 trillion US (1998)

Real GDP growth rate

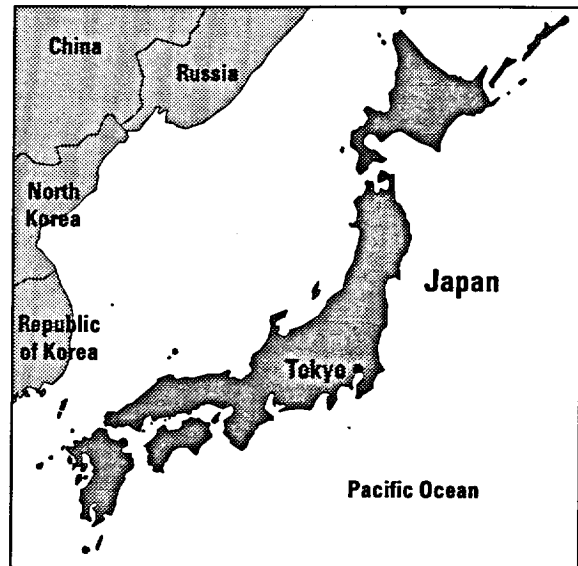
-2.6% (1998)

GDP per capita

\$29,907 US (1998 est.)

Inflation rate

0.6% (1998)



Unemployment rate

4.8% (March 1999)

Main exports

Machinery, motor vehicles, consumer electronics and computers

Main imports

Mineral fuels, foodstuffs, raw materials, machinery, metal ore

Main exports to Canada

\$14 billion (1998), including machinery, electronic and photographic equipment, motor vehicles and parts, computers, chemicals

Main imports from Canada

\$8.6 billion (1998), including lumber and plywood, pulp and paper, coal, fish, animal products, seafood, oilseeds

CANADIAN REPRESENTATIVE

Leonard J. Edwards, Ambassador

The Canadian Embassy

7-3-38 Akasaka

Minato-ku

Tokyo 107, Japan

Phone: (011-81-3) 5412-6200

Fax: (011-81-3) 5412-6247

REPUBLIC OF KOREA

Capital: Seoul

GEODATA

Area

99,480 km²

Population

45.9 million (1998)

Population growth rate

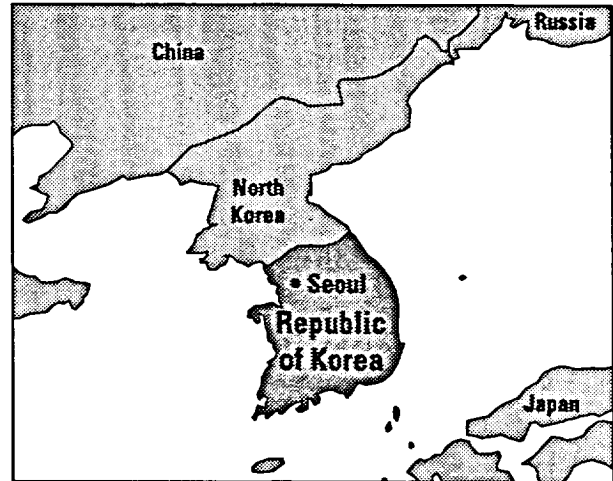
0.95% (1998)

Official language

Korean

Major religious groups

Christian (49%), Buddhist (47%), Confucian (3%)



POLITICAL DATA

Type of government

Presidential republic

Democratic institutions

Unicameral national assembly

Leaders

President Kim Dae-jung

Prime Minister Kim Jong-pil

Minister of Foreign Affairs and Trade

Hong Soon-young

Minister for Trade

Han Duck-soo

UN Human Development Index (1999)

The Republic of Korea ranks 30th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$449 billion US (1998)

GDP growth rate

-5.8% (1998)

GDP per capita

\$6,823 US (1998)

Inflation rate

7.5% (1998)

Unemployment rate

7.9% (1998)

Main exports

Mineral fuels, wood pulp, organic and inorganic chemicals, rare earth metals, nickel, aluminum

Main imports

Electronic machinery, machinery, automobiles, ships and boats, iron and steel, woven apparel

Main exports to Canada

\$3.3 billion (1998), including electronic machinery, machinery, automobiles, ships and boats, raw iron and steel, woven apparel, iron and steel products, rubber, clothing

Main imports from Canada

\$1.8 billion (1998), including coal and mineral fuels, wood pulp, chemicals, nickel, aluminum, iron, steel, machinery

CANADIAN REPRESENTATIVE

Arthur Perron, Ambassador

Canadian Embassy

10th Floor, Kolon Building

45 Mugyo-dong, Jung-Ku

Seoul 100-170, Republic of Korea

Phone: (011-82-2) 3455-6000

Fax: (011-82-2) 755-0686

MALAYSIA

Capital: Kuala Lumpur

GEODATA

Area

329,758 km²

Population

22.2 million (1998)

Population growth rate

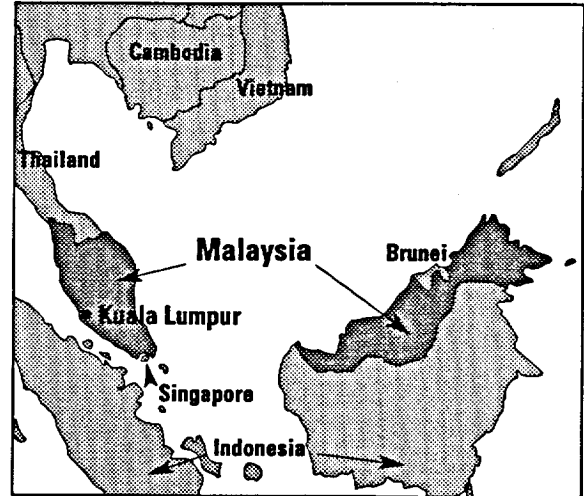
2.2% (1997 est.)

Major languages

Malay (Bahasa Malaysia), English, Hokkien, Cantonese, Tamil

Major religious groups

Muslim, Buddhist, Taoist, Christian, Hindu



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Democratic institutions

Bicameral parliament

King

The Yang di-Pertuan Agong XI

Prime Minister

Dr. Mahathir Mohamad

Minister of Foreign Affairs

Seri Syed Hamid Albar

Minister of International Trade and Industry

Datin Paduka Rafidah Abdul Aziz

UN Human Development Index (1999)

Malaysia ranks 56th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$71.2 billion US (1998)

GDP growth rate

-6.4% (1998)

GDP per capita

\$3,107 US (1998)

Inflation rate

5.3% (1998)

Unemployment rate

5.9% (1998 est.)

Main exports

Electronics and electrical machinery, petroleum, timber and logs, textiles, palm oil

Main imports

Manufactured goods, machinery and transport equipment, metal products, food, beverages, tobacco, consumer goods

Main exports to Canada

\$2 billion (1998), including electrical machinery and parts, machinery, boilers, mechanical appliances, rubber and rubber articles, clothing

Main imports from Canada

\$460 million (1998), including paper and paperboard, electrical machinery and parts, fertilizers, machinery, boilers, railway/tramway locomotives and rolling stock

Canadian official development assistance

\$2 million (1998-99)

CANADIAN REPRESENTATIVE

André Simard, High Commissioner

The Canadian High Commission

Plaza OSK, 7th Floor

172 Jalan Ampang

50450 Kuala Lumpur, Malaysia

Phone: (011-60-3) 261-2000

Fax: (011-60-3) 261-3428

MEXICO

Capital: Mexico City

GEODATA

Area

1,972,550 km²

Population

97.1 million (1998)

Population growth rate

1.8% (1998)

Major language

Spanish (official)

Major religious group

Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of government

Federal republic

Democratic institutions

Bicameral congress

Leader

President Ernesto Zedillo Ponce de León

Minister of Foreign Affairs

Rosario Green Macias

UN Human Development Index (1999)

Mexico ranks 50th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$420 billion US (1998)

GDP growth rate

4.8% (1998)

GDP per capita

\$4,362 US (1998)

Inflation rate

18.6% (1998)

Unemployment rate

3.2% (1998)

Main exports

Electrical machinery, motor vehicles, machinery, petroleum, petroleum products

Main imports

Electrical machinery, machinery, motor vehicles, plastic, iron and steel products

Main exports to Canada

\$7.7 billion (1998), including electrical machinery, motor vehicles, furniture and bedding, oil, optical equipment, vegetables, fruit and nuts, iron and steel products, iron and steel, woven apparel, glass and glassware, knit apparel, beverages, textile floor coverings

Main imports from Canada

\$1.5 billion (1998), including motor vehicles, grains, seeds, fruit, cereals, machinery, electrical machinery, chemical products, dairy products, eggs, honey, salt, sulfur, wood pulp, fabrics, rubber, plastic, iron and steel

CANADIAN REPRESENTATIVE

Stanley E. Gooch, Ambassador

The Canadian Embassy

Calle Schiller No. 529

Colonia Rincón del Bosque

Polanco 11560, México D.F.

Phone: (011-525) 724-7900

Fax: (011-525) 724-7982

NEW ZEALAND

Capital: Wellington

GEODATA

Area

270,534 km²

Population

3.7 million (1997)

Population growth rate

1.1% (1997)

Major languages

English (official), Maori

Major religious groups

Anglican (29%), Presbyterian (18%),
Roman Catholic (15%)

POLITICAL DATA

Type of government

Parliamentary monarchy

Democratic institutions

Unicameral house, multiparty

Leader

Prime Minister Jenny Shipley

Foreign Affairs and Trade Minister

Donald Charles McKinnon

International Trade Minister

Lockwood Smith

UN Human Development Index (1999)

New Zealand ranks 18th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$52.8 billion US (1998 est.)

GDP growth rate

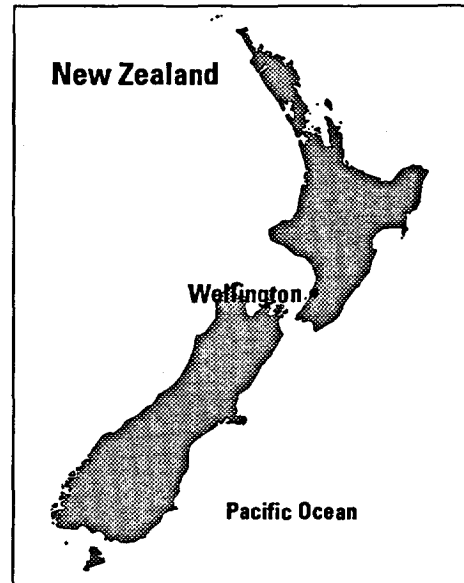
0.4% (1998)

GDP per capita

\$13,098 US (1998)

Inflation rate

1.2% (1998)



Unemployment rate

7.2% (March 1999)

Main exports

Beef, fruit, fish, livestock, wool, dairy products,
chemicals, forestry products, manufactured goods

Main imports

Petroleum, machinery, motor vehicles, manufactured
goods, animal and vegetable oils

Main exports to Canada

\$383.2 million (1998), including meat (beef and
lamb), dairy products, fresh fruits, tools and
implements, iron and steel

Main imports from Canada

\$195.4 million (1998), including machinery and
electrical equipment, potassium chloride, wood
and paper, polyethylene, pork, fish

CANADIAN REPRESENTATIVE

Valerie Raymond, High Commissioner

The Canadian High Commission

3rd Floor, 61 Molesworth Street, Thorndon

Wellington, New Zealand

Phone: (011-64-4) 473-9577

Fax: (011-64-4) 471-2082

PAPUA NEW GUINEA

Capital: Port Moresby

GEODATA

Area

462,840 km²

Population

4.6 million (1998 est.)

Population growth rate

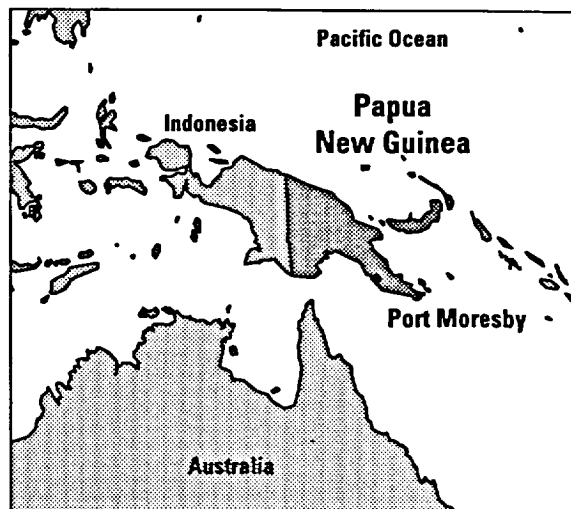
4.6% (1998 est.)

Major languages

Motu, Pidgin English

Major religious groups

Indigenous beliefs (34%), Roman Catholic (22%), Lutheran (16%), other (28%)



POLITICAL DATA

Type of government

Parliamentary democracy

Democratic institutions

Unicameral parliament, multiparty system

Leader

Prime Minister Mekere Morauta

Minister for Foreign Affairs

Michael Somare

Minister for Trade and Industry

Michael Nali

UN Human Development Index (1999)

Papua New Guinea ranks 129th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$3.7 billion US (1997)

GDP growth rate

-4.6% (1997)

GDP per capita

\$940 US (1997 est.)

Inflation rate

3.9% (1997)

Unemployment rate

Not available

Main exports

Gold, copper ore, coffee, cocoa, copra, palm oil, timber, fish

Main imports

Machinery and transport equipment, fuels, foodstuffs, chemicals, consumer goods

Main exports to Canada

\$4.4 million (1998), including spices and coffee, rubber, electrical machinery, aircraft, ores, slag and ash

Main imports from Canada

\$22.4 million (1998), including aircraft, machinery, vehicles (not railway), iron and steel products, musical instruments

CANADIAN REPRESENTATIVE

Brian Schumacher, High Commissioner
The Canadian High Commission
to Papua New Guinea
c/o The Canadian High Commission
Commonwealth Avenue
Canberra, ACT 2600
Australia

Phone: (011-61-2) 6273-3844

Fax: (011-61-2) 6270-4069

PERU

Capital: Lima

GEODATA

Area

1,285,216 km²

Population

24.8 million (1998)

Population growth rate

1.9% (1998 est.)

Major languages

Spanish and Quechua (official), Aymara

Major religious group

Roman Catholic

POLITICAL DATA

Type of government

Republic, presidential democracy

Democratic institutions

Unicameral congress

Leaders

President Alberto Fujimori

Prime Minister Victor Joy Way

Minister of Foreign Affairs, Minister of the Economy and Finance

Fernando De Trazegnies Granda

UN Human Development Index (1999)

Peru ranks 80th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$64.4 billion US (1998 est.)

GDP growth rate

1% (1998 est.)

GDP per capita

\$2,549 US (1996)

Inflation rate

7.3% (1998 est.)

Unemployment rate

8.2% (1998 est.)



Main exports

Copper, zinc, fishmeal, crude petroleum and byproducts, lead, refined silver, coffee

Main imports

Machinery, transportation equipment, foodstuffs, petroleum, iron, steel, chemicals

Main exports to Canada

\$71.3 million (1998), including ores, slag and ash, spices, coffee, tea, lead, food residues and waste, knit apparel, cotton, fruits and nuts, wool, animal hair

Main imports from Canada

\$187.1 million (1998), including electrical machinery and equipment, vegetables, ores, slag and ash, paper and paperboard, vehicles (not railway), milling, malt and starch

Canadian official development assistance

\$19.5 million (1997-98)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Graeme C. Clark, Ambassador

The Canadian Embassy

Libertad 130, Miraflores

Lima, Peru

Phone: (011-51-1) 444-4015

Fax: (011-51-1) 444-4347

PHILIPPINES

Capital: Manila

GEODATA

Area

300,000 km²

Population

78 million (1998)

Population growth rate

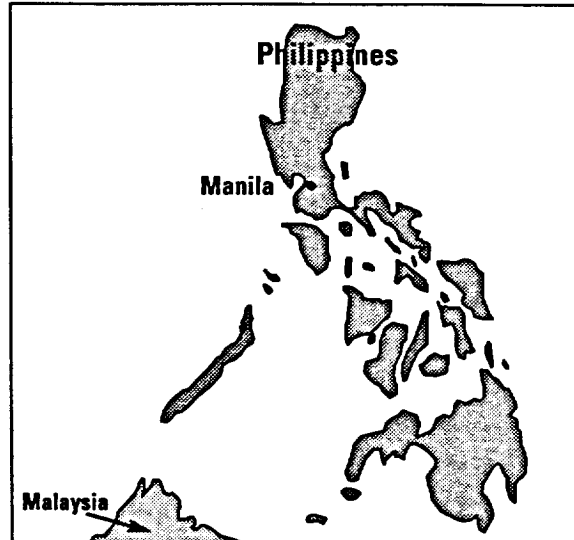
2.3% (1998)

Major languages

Tagalog, English

Major religious groups

Roman Catholic (83%), Protestant (9%),
Muslim (5%)



POLITICAL DATA

Type of government

Presidential republic

Democratic institutions

Bicameral congress

Leader

President Joseph Estrada

Secretary of Foreign Affairs

Domingo L. Siazon

Secretary of Trade and Industry

José Pardo

UN Human Development Index (1999)

The Philippines ranks 77th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$65.1 billion US (1998)

GDP growth rate

-0.5% (1998)

GDP per capita

\$1,075 US (1998)

Inflation rate

9.7% (1998)

Unemployment rate

9.6% (1998)

Main exports

Electrical and electronic equipment and parts,
machinery and transportation equipment, textiles

Main imports

Cereals, ores, metal articles, electrical machinery

Main exports to Canada

\$958 million (1998), including electrical and other
machinery, boilers and parts, textiles, clocks,
watches and parts, fish products

Main imports from Canada

\$259 million (1998), including electrical and
mechanical machinery, cereals, ores, pulp and paper,
zinc

Canadian official development assistance

\$25 million (1997-98)

CANADIAN REPRESENTATIVE

John Treleaven, Ambassador

The Canadian Embassy

11th Floor, Allied Bank Centre

6754 Ayala Avenue

Makati City, Metro Manila, Philippines 1200

Phone: (011-63-2) 867-0001

Fax: (011-63-2) 810-1699

RUSSIA

Capital: Moscow

GEODATA

Area

17,075,400 km²

Population

146.1 million (1998)

Population growth rate

-0.6% (1998)

Major language

Russian

Major religious groups

Russian Orthodox, Muslim, Jewish, Buddhist



POLITICAL DATA

Type of government

Republic and federation

Democratic institutions

Federal assembly

Leaders

President Boris Yeltsin

Prime Minister Vladimir Putin

Minister of Foreign Affairs

Ivan Ivanov

Minister of Finance

Mikhail Kasyanov

UN Human Development Index (1999)

Russia ranks 71st among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$418 billion US (1998 projection)

Real GDP growth rate

-4% (1999 forecast)

GDP per capita

\$3,056 US (1997 est.)

Inflation rate

75% (1999 forecast)

Unemployment rate

11.4% (First quarter 1998)

Main exports

Energy products, machinery and equipment, minerals and metals, food products, chemicals

Main imports

Machinery and equipment, food products, textiles, chemicals, mineral and metal products

Main exports to Canada

\$732 million (1998), including steel, fish, mineral fuels, inorganic chemicals, rare metals

Main imports from Canada

\$288 million (1998), including machinery, tobacco, electronic equipment, plastic windows and siding, meats

CANADIAN REPRESENTATIVE

Rodney Irwin, Ambassador

The Canadian Embassy

Starokonyushenny Pereulok 23

Moscow 12100, Russia

Phone: (011-7-095) 956-6666

Fax: (011-7-095) 232-9949

SINGAPORE

Capital: Singapore

GEODATA

Area

636 km²

Population

3.2 million (1998 est.)

Population growth rate

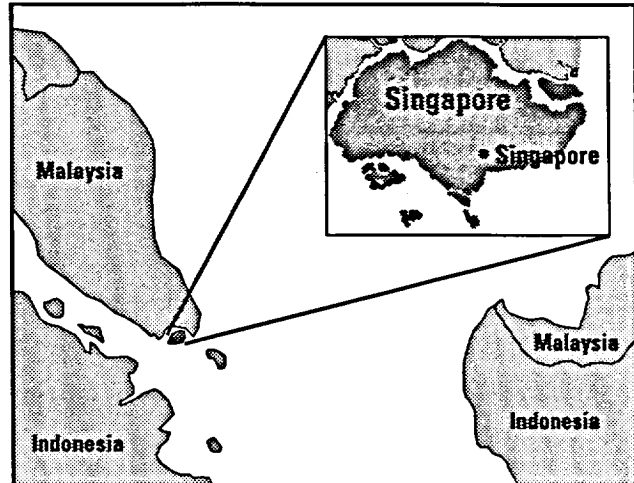
1.9% (1997)

Major languages

English, Chinese, Malay, Tamil

Major religious groups

Buddhist (31%), Taoist (22%), Muslim (15%),
Christian (12%), Hindu (4%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic, constitutional parliamentary democracy

Democratic institutions

Unicameral parliament

Leaders

President Ong Teng Cheong

Prime Minister Goh Chok Tong

Minister for Foreign Affairs

S. Jayakumar

Minister for Trade and Industry

George Yong-Boon Yeo

UN Human Development Index (1999)

Singapore ranks 22nd among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$90.4 billion US (1998)

GDP growth rate

1.3% (1998)

GDP per capita

\$31,161 US (1997)

Inflation rate

-0.3% (1998)

Unemployment rate

4.5% (1998)

Main exports

Machinery and equipment, petroleum products,
rubber, manufactured goods, processed foods,
coconut oil, palm oil, copra

Main imports

Machinery and equipment, mineral fuels, chemicals,
manufactured goods, food

Main exports to Canada

\$1.2 billion (1998), including boilers, mechanical,
electrical and optical machinery, base metal tools,
implements and cutlery

Main imports from Canada

\$424 million (1998), including boilers, mechanical
and electrical machinery, base metals, paper and
paperboard, nickel

CANADIAN REPRESENTATIVE

Barry Carin, High Commissioner

The Canadian High Commission

IBM Towers, 14th Floor

80 Anson Road

Singapore 079907, Singapore

Phone: (011-65) 325-3200

Fax: (011-65) 325-3297

CHINESE TAIPEI

Capital: Taipei

GEODATA

Area

36,002 km²

Population

21.6 million (1997)

Population growth rate

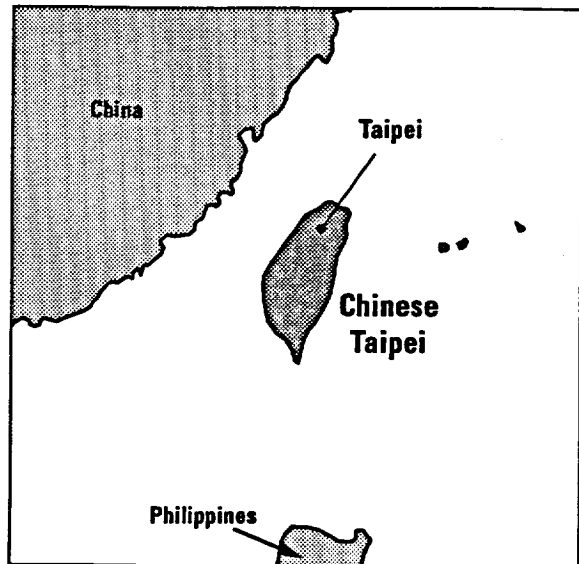
0.8% (1996)

Major languages

Mandarin and Fukienese

Major religious groups

Taoist (95%), Buddhist, Confucian



GENERAL INFORMATION

UN Human Development Index (1996)

Chinese Taipei ranked 25th among 174 countries
(Not listed since)

ECONOMIC DATA

GDP

\$294 billion US (1998)

GDP growth rate

4.9% (1998 est.)

GDP per capita

\$16,240 US (1998)

Inflation rate

1.1% (1998)

Unemployment rate

3% (1998)

Main exports

Machinery, textiles, metals, foodstuffs, wood

Main imports

Machinery, metals, chemicals, petroleum, foodstuffs

Main exports to Canada

\$3.4 billion (1997), including mechanical and electrical equipment, railway and streetcar rolling-stock parts, furniture, footwear, toys and sports equipment, plastics, clothing, tools, base metal articles, optical precision equipment

Main imports from Canada

\$1.6 billion (1997) including mineral fuels, wood pulp, paper, electrical equipment, paperboard, agricultural products, processed foods, pollution control and environmental engineering services, transportation equipment, telecommunications, avionics, high-tech products, engineering services

CANADIAN TRADE OFFICE

David Mulroney, Director
Canadian Trade Office, Chinese Taipei
365 Fu Hsing North Road, 13th Floor
Taipei 10483, Chinese Taipei

Phone: (011-886-2) 2547-9500

Fax: (011-886-2) 2712-7244

THAILAND

Capital: Bangkok

GEODATA

Area

513,115 km²

Population

61.2 million (1998)

Population growth rate

0.9% (1997)

Major languages

Thai, Chinese

Major religious groups

Buddhist

POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Democratic institutions

Bicameral parliament

Leaders

King Bhumibol Adulyadej

Prime Minister Chuan Leekpai

Minister for Foreign Affairs

Surin Pitsuwan

Minister of Commerce

Supachai Panitchpakdi

UN Human Development Index (1999)

Thailand ranks 67th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$116.1 billion US (1998)

GDP growth rate

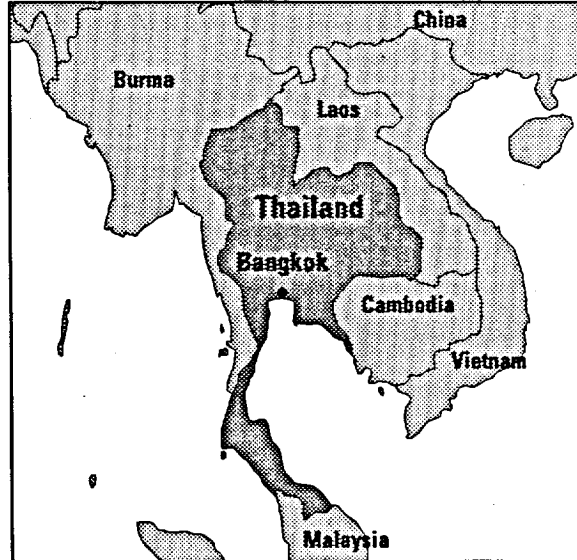
-8% (1998)

GDP per capita

\$1,897 US (1998)

Inflation rate

8.1% (1998)



Unemployment rate

5.3% (1998)

Main exports

Textiles and garments, computers and parts, electrical appliances, precious stones and jewelry, plastic products

Main imports

Electrical and other machinery, fuel and lubricants, vehicles and parts

Main exports to Canada

\$1.2 billion (1998), including electrical machinery, boilers and mechanical machinery, prepared meat and seafood products, fish and crustaceans, apparel

Main imports from Canada

\$301.1 million (1998), including electrical machinery and parts, wood pulp, fertilizers, salt, sulphur, cereals

Canadian official development assistance

\$12 million (1997-98)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Bernard Giroux, Ambassador

The Canadian Embassy

15th Floor, Abdulrahim Place

990 Rama IV Road

Bangkok 10500, Thailand

Phone: (011-66-2) 636-0540

Fax: (011-66-2) 636-0565

UNITED STATES

Capital: Washington

GEODATA

Area

9,629,091 km²

Population

270 million (1998)

Population growth rate

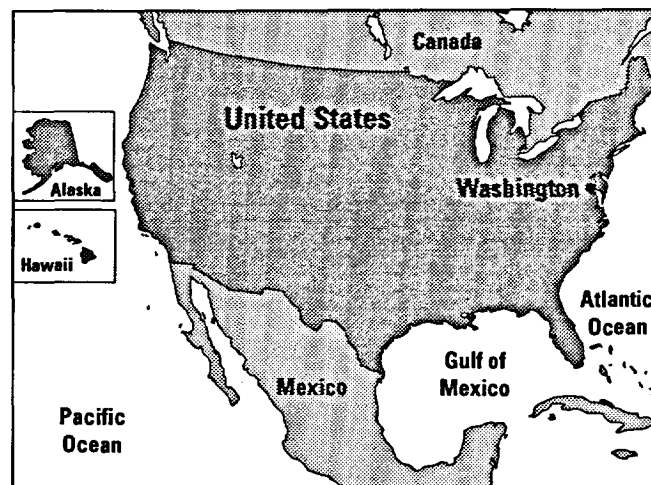
0.9% (1998)

Major languages

English, Spanish

Major religious groups

Protestant (56%), Roman Catholic (28%),
Jewish (2%)



POLITICAL DATA

Type of government

Federal republic

Democratic institutions

Bicameral congress

Leader

President Bill Clinton

Secretary of State

Madeleine K. Albright

Secretary of the Treasury

Lawrence H. Summers

UN Human Development Index (1999)

United States ranks 3rd among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$8.5 trillion US (1998)

Real GDP growth rate

3.9% (1998)

GDP per capita

\$31,519 US (1998)

Inflation rate

1.6% (1998)

Unemployment rate

4.3% (April 1999)

Main exports

Machinery and equipment, motor vehicles, aircraft,
wheat, chemicals, plastics, agricultural goods,
military supplies

Main imports

Petroleum and petroleum products, non-ferrous base
metals, fertilizers, agricultural products, machinery and
equipment, motor vehicles, various raw materials

Main exports to Canada

\$266 billion (balance of payments basis, 1998),
including motor vehicles and parts, computers,
telecommunications equipment, plastic materials

Main imports from Canada

\$297 billion (balance of payments basis, 1998),
including motor vehicles and parts, softwood lumber,
crude petroleum, natural gas, newsprint

CANADIAN REPRESENTATIVE

Raymond A.J. Chrétien, Ambassador

The Canadian Embassy

501 Pennsylvania Avenue, N.W.

Washington, D.C. 20001, U.S.A.

Phone: (202) 682-1740

Fax: (202) 682-7726

VIETNAM

Capital: Hanoi

GEODATA

Area

329,560 km²

Population

78.1 million (1998)

Population growth rate

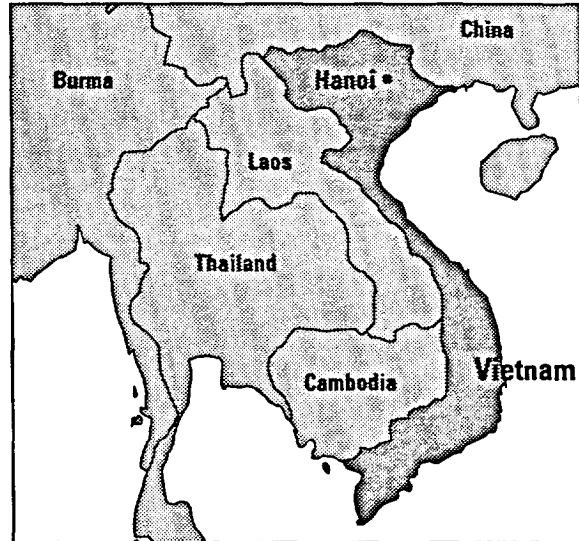
1.9% (1997)

Major languages

Vietnamese (official), French, English, Khmer

Major religious groups

Buddhist (67%), Roman Catholic (8%)



POLITICAL DATA

Type of government

Socialist republic

Democratic institutions

Unicameral national assembly

Leaders

President Tran Duc Luong

Prime Minister Phan Van Khai

Minister of Foreign Affairs

Nguyen Manh Cam

UN Human Development Index (1999)

Vietnam ranks 110th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$23.7 billion US (1998)

GDP growth rate

5.8% (1998)

GDP per capita

\$303 US (1998)

Inflation rate

8.7% (1998)

Unemployment rate

Not available

Main exports

Crude oil, agricultural and forestry products, fish and fish by-products, rice

Main imports

Crude oil, machinery, steel, fertilizer

Main exports to Canada

\$181.7 million (1998), including footwear, clothing, coffee, tea, spices, maté, fish, crustaceans, leather articles

Main imports from Canada

\$54.5 million (1998), including fertilizers, wood pulp, pharmaceutical products, machinery, boilers, cereal

Canadian official development assistance

\$18 million (1997-98)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Cécile Latour, Ambassador

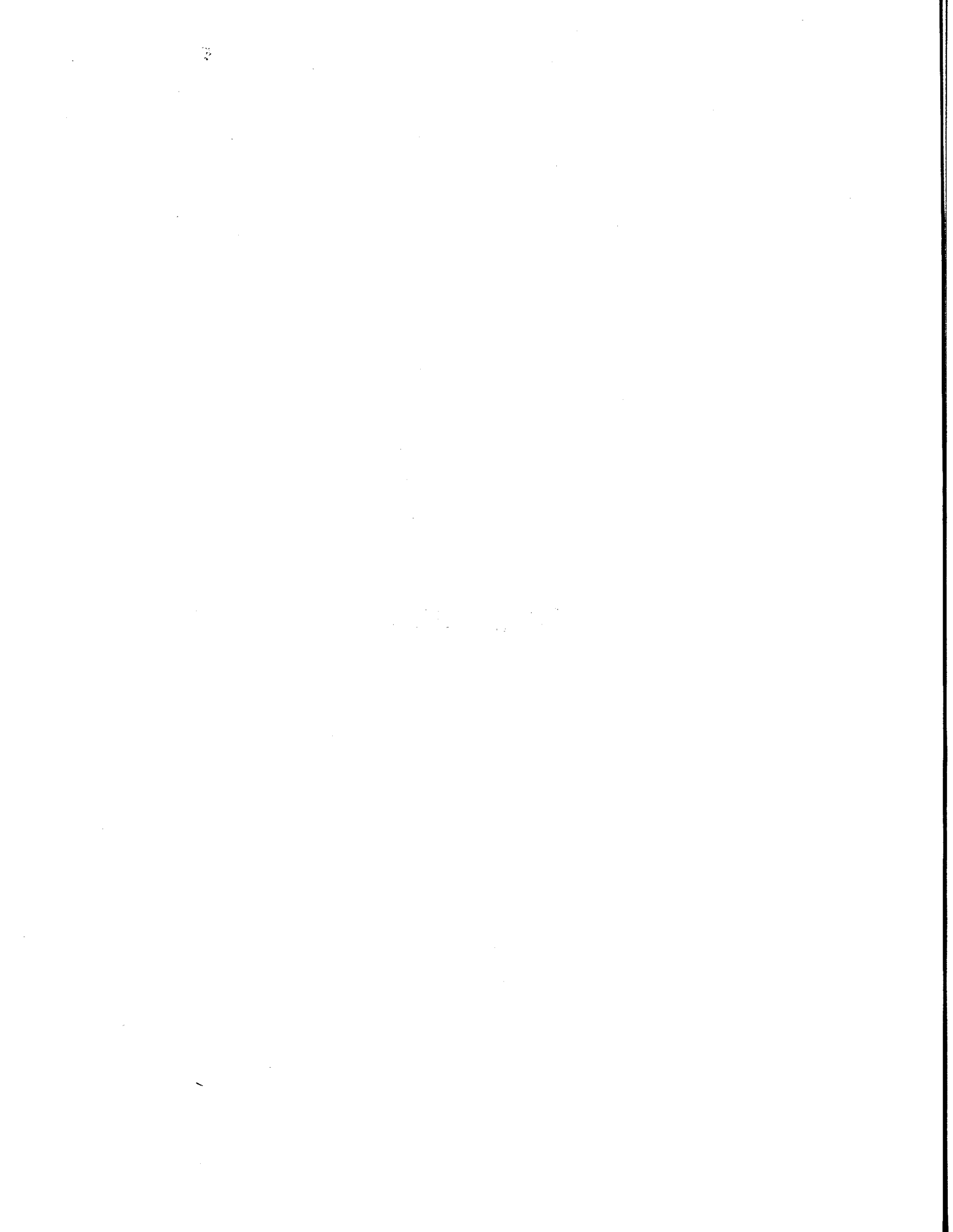
The Canadian Embassy

31 Hung Vuong Street

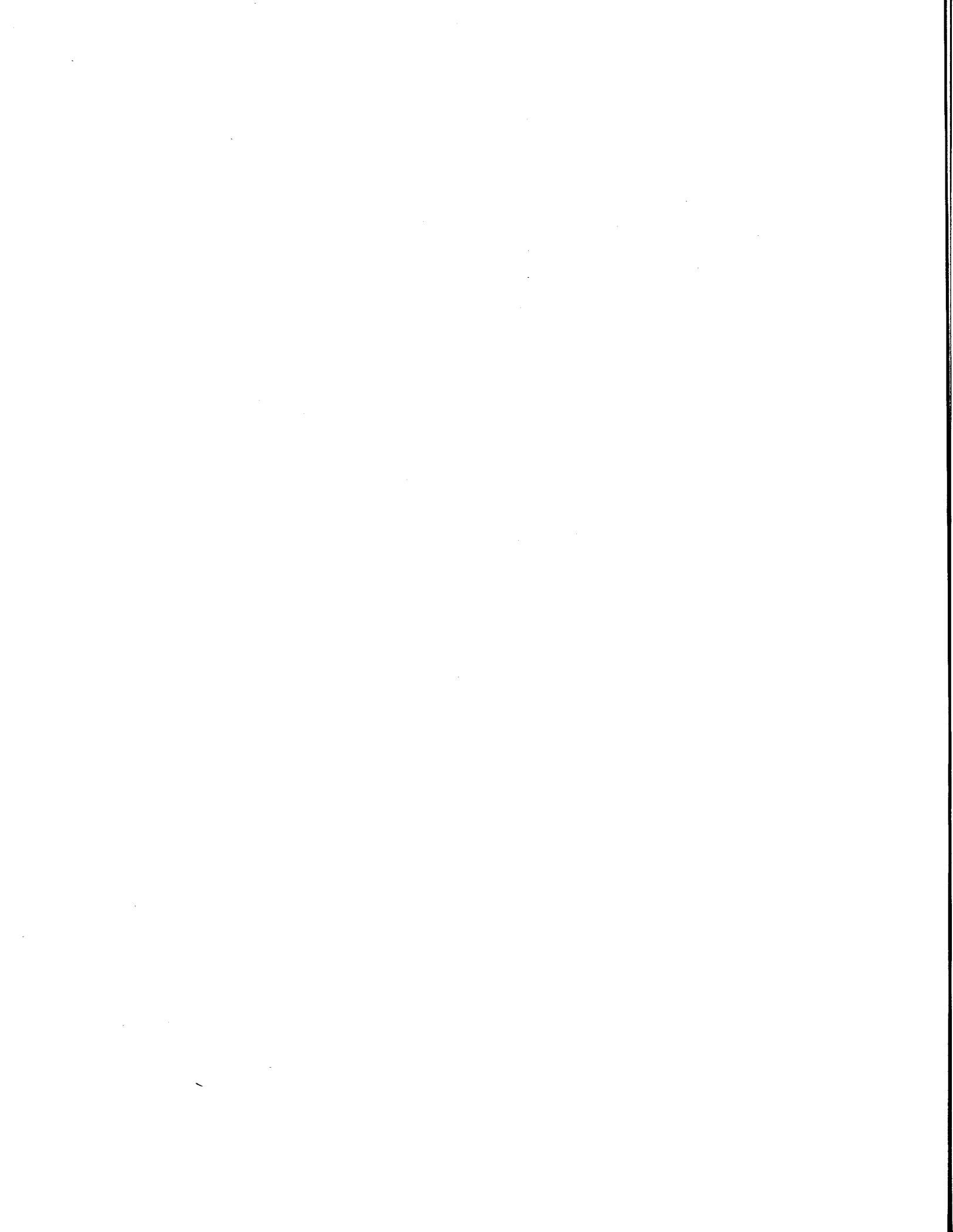
Hanoi, Vietnam

Phone: (011-844) 823-5500

Fax: (011-844) 823-5351



Biographies



Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm and was director of the bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, he became a minister of state attached to the Minister of Finance and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party of Canada. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the Quebec riding of Saint-Maurice in 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993. He was returned as Prime Minister for a second term in the election of 1997.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

Lloyd Axworthy

Minister of Foreign Affairs

Lloyd Axworthy was born on Dec. 21, 1939. He graduated from United College (now the University of Winnipeg) and from Princeton University, receiving a doctorate in 1972.

During the 1960s and 1970s, he was a professor of political science at the University of Winnipeg and also served as director of the university's urban studies institute.

In 1973, he was elected the Liberal member of the Manitoba legislative assembly representing the Fort Rouge constituency. He was re-elected in 1977.

First elected to Parliament in 1979, Mr. Axworthy was re-elected in 1980 to represent the riding of Winnipeg-Fort Garry. Between 1980 and 1984, he served as Minister of Employment and Immigration, Minister responsible for the Status of Women, and Minister of Transport.

Between 1984 and 1992, he held a variety of positions, including critic for regional and industrial expansion and the Canadian Wheat Board, deputy critic for external affairs, critic for trade, and chairman of both the Liberal Trade Task Force and the Economic Policy Committee of the Liberal caucus.

Mr. Axworthy was appointed Minister of Foreign Affairs in 1996. He had previously served as Minister of Human Resources Development and Minister of Western Economic Diversification.

Mr. Axworthy is married to Denise Ommaney. They have three children.

Raymond Chan

Secretary of State (Asia-Pacific)

Born in 1951 in Hong Kong, Raymond Chan came to Canada in 1969 and became a Canadian citizen in 1974. He received a bachelor of applied science in engineering physics from the University of British Columbia.

As a professional engineer, Mr. Chan worked at the Triumf research centre at the University of British Columbia from 1977 to 1993. A restaurateur, he also owned and operated two small businesses from 1974 to 1989.

In 1989, Mr. Chan founded and chaired the Vancouver Society in Support of Democracy Movement. He is a member of the Mandarin Lions Club and the Dragon Masters Toastmasters Club in Richmond.

Mr. Chan was first elected to the House of Commons in 1993 to represent the British Columbia riding of Richmond and was re-elected in 1997. He was appointed Secretary of State (Asia-Pacific) in 1993 and reappointed in 1997.

Mr. Chan and his wife, Maureen, have two children.

Notes